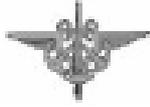




MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

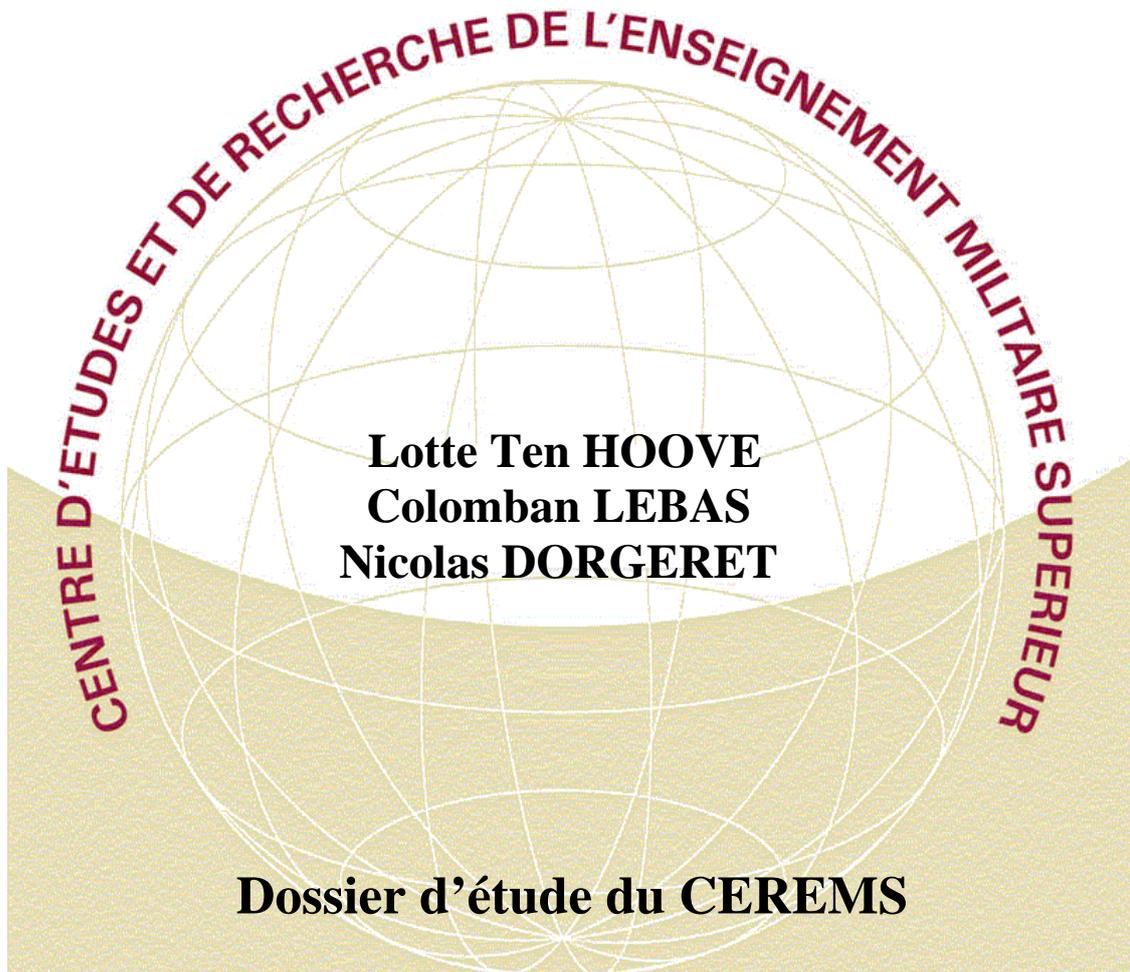


OCTOBRE 2005

ETAT-MAJOR
DES ARMÉES

*CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHE DE
L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPERIEUR*

Les enjeux africains : Quelles conséquences pour la politique de Défense ?



CHEM – CEREMS 2005

SOMMAIRE

DOSSIER THÉMATIQUE CEREMS.....	page 04
<i>I. LE CONCEPT RECAMP.....</i>	page 05
A. Bilan : les programmes français, britanniques et américains pour la paix en Afrique et la perspective européenne - mars 2005	
B. RECAMP : concept et histoire - mars 2005	
C. Mise sur pied d'un RECAMP européen - mars 2005	
D. RECAMP : coopération civilo-militaire - mai 2005	
E. RECAMP et British Peace Support Team: une comparaison - mars 2005	
F. Programmes étrangers aidant les forces de maintien de la paix en Afrique - avril 2005	
<i>II. AFRIQUE ET RESSOURCES NATURELLES.....</i>	page 18
A. Enjeux pétroliers en Afrique – septembre 2005	
B. Enjeux pétroliers du Golfe de Guinée – septembre 2005	
C. Les ressources minières en Afrique – septembre 2005	
<i>III. DIVERS.....</i>	page 25
A. L'implantation militaire américaine en Afrique – avril 2005	
B. La lutte antiterroriste des Etats-Unis en Afrique - avril 2005	
C. Opération <i>Artemis</i> en RDC (2003) – septembre 2005	
<i>RECHERCHE DOCUMENTAIRE CEREMS (INTERNET).....</i>	page 31
A. La stratégie militaire des Etats-Unis en Afrique	
B. Le projet RECAMP	
C. Enjeux pétroliers en Afrique	

Sous la direction du **Colonel Christian HOUDET**,
directeur du centre d'études et de recherche de l'enseignement militaire supérieur

*

Direction de la recherche :

Monsieur Colomban Lebas

Colomban Lebas est enseignant-chercheur au CEREMS, en charge de l'Atelier de réponse et de Stratégie, et chercheur associé au Centre de géostratégie de l'ENS ULM. Lieutenant de vaisseau de la Marine Nationale, il est spécialiste de la relation transatlantique, des questions de défense et des problématiques européennes. Il collabore régulièrement avec la Fondation Robert Schuman. Il est par ailleurs directeur scientifique d'Europeanova et enseigne la géopolitique en 3^{ème} cycle à Paris I ainsi qu'à l'ENS-Ulm.

Chercheurs associés :

Lotte Ten Hoove

Etudiante à Sciences-Po Paris, diplômée de l'université d'Amsterdam en relations internationales, Lotte Ten Hoove est chercheur associée au CEREMS et est en charge du dossier sur l'Afrique.

Nicolas Dorgeret

Etudiant à l'IEP de Paris, Nicolas Dorgeret a travaillé, dans le cadre du CEREMS, sur la politique de défense des pays occidentaux en Afrique, et l'action civilo-militaire dans le cadre d'opération de maintien ou de restauration de la paix.

DOSSIER THEMATIQUE DU CEREMS

I. LE CONCEPT RECAMP

Bilan : les programmes français, britanniques et américains pour la paix en Afrique et la perspective européenne - mars 2005

Que sont l'ACRI et l'ACOTA (Etats-Unis) ? L'initiative de Réponse aux Crises Africaines (ACRI) a été fondée en 1997 pour une durée de cinq ans et remplacée à son terme par l'Aide et Entraînement aux Opérations de Crises Africaines (ACOTA). Coordonné par le commandement européen de l'armée américaine (US-Eucom), l'ACRI-ACOTA vise à constituer une force africaine de paix de A à Z. De juillet 1997 à mai 2000, l'ACRI a organisé la formation de bataillons (entre 800 et 1 000 hommes) au Sénégal, en Ouganda, au Malawi, au Mali, au Ghana, au Bénin et en Côte d'Ivoire ; le département d'Etat a fourni à plus de 8 000 hommes des équipements légers (générateurs électriques, véhicules, détecteurs de mines, matériel de vision nocturne...) et des instruments de communication. Ce programme a bénéficié de 15 millions de dollars par an depuis 2001. Washington, de plus en plus impliqué en Afrique, a réagi aux critiques envers l'ACRI en dotant l'ACOTA d'une force de combat. Celle-ci dispose d'un volet « entraînement » conçu pour développer des compétences militaires simples, renforcer la formation au combat et accroître les capacités des états-majors. Les principes en sont : standardisation, interopérabilité, formation des instructeurs, transparence, soutien et travail d'équipe. Au contraire de RECAMP, les pays bénéficiaires du programme sont le résultat d'une sélection. La stratégie consiste à faire bénéficier des zones particulièrement visées de programmes d'assistance militaire (Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte ; Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad ; Kenya), à s'implanter militairement pour contrôler le Golfe de Guinée et l'entrée de la Mer Rouge (bases de Sao Tomé et Djibouti) et à prolonger l'entente avec l'Afrique du Sud. (<http://www.africaaction.org/docs03/mil0303.htm>, <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/ABRAMOVICI/11376> <http://usinfo.state.gov/regional/af/security/french/f4101503.htm>)

Que sont les BPST, les troupes britanniques de soutien de la paix ? Les BPST sont une composante de l'initiative interministérielle « African Conflict Prevention Pool » (ACPP) qui a débuté en 2001 pour limiter les conflits en Afrique sub-Saharienne. L'ACPP dispose de fonds « modestes » (pourtant à hauteur de £60m) selon les termes officiels et agit en quatre zones centrées autour des foyers de crises et des traditionnels alliés britanniques : à l'Ouest, Sierra Leone, Nigeria, Ghana ; à l'Est, le Soudan, l'Erythrée, l'Ouganda, la Somalie et l'Ethiopie ; vers les Grands Lacs, la RDC et le Burundi ; enfin au Sud, l'Angola, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Les Britanniques se déploient moins et envoient peu d'aide « en nature » mais financent beaucoup les missions africaines de paix, notamment dans les pays anglophones. Quant aux BPST, ils ont pour objectif de former 17 000 soldats africains, issus en particulier des pays anglophones puissants (Ghana, Nigeria, Afrique du Sud). Outre des activités classiques de maintien de la paix, les BPST contribuent au contrôle des armes légères (1), afin d'en prévenir la prolifération, et aux programmes de destruction d'armes ; ils collaborent à la sauvegarde, à la gestion et à la surveillance de l'exploitation de ressources minérales et naturelles (2) dont la vente finance les conflits et ne bénéficie pas à la population ; et ils poussent vers des stratégies post-conflit (3) proche du modèle sud-africain (justice, réconciliation, réintégration).

(<http://www.fco.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMarket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=109423639608>)

Qu'est ce que le RECAMP (France) ? Depuis 1997, le concept RECAMP (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) a été mis en application par le Ministère de la Défense ; venant en complément du Nouveau

Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) mené par l'UA, RECAMP aide les pays africains qui désirent assurer eux-mêmes progressivement la sécurité du continent (principalement prévention, gestion et résolution des conflits), sous l'égide de l'ONU. Le programme s'articule autour de trois axes : **la formation (initiale et continue)**, en liaison avec l'ONU, dans des savoir-faire relevant exclusivement du domaine du maintien de la paix. Les écoles françaises et des établissements partenaires servent de cadre à ces formations (entre 1500 et 2000 militaires formés), dispensées par des détachements des forces françaises pré-positionnées en Afrique ; **l'entraînement**, dont les exercices (réunissant plusieurs centaines de soldats) changent de région tous les 2 ans coûtent 10 millions chacun et ont pour but des résultats à long terme et la coopération avec des acteurs civils (séminaire politique de 200 participants) ; et enfin, **l'équipement**, fourni par l'armée française et pré-positionné, qui est contrôlé régulièrement afin d'en éviter la dispersion, ce qui était un des problèmes observés avant la révision de RECAMP en 2001. RECAMP s'inscrit donc résolument en soutien des quatre organisations sous-régionales (CEDEAO, la CEEAC, la SADC et l'IGAD), impliquées dans chaque coopération France-UA. En conséquence, des « opérations autorisées » (mandat de l'ONU, de l'UA ou d'une OSR), menées par des Etats africains, verront le jour pour entretenir ou rétablir la paix sur le continent. L'objectif vis-à-vis de ces pays n'est clairement pas la substitution mais **l'aide et l'accompagnement**. L'engagement de la France, à titre individuel, pourrait à terme se révéler dégressif.

Quelles idées cardinales peuvent inspirer l'assistance militaire européenne vis à vis de l'Afrique ? Comme la Commission finance toujours plus d'organismes de résolution des conflits, tels que les services de la CEDEAO, un projet mené par le binôme franco-britannique pourrait lui convenir. Il respecterait les engagements pris (à Lomé puis à Cotonou) par l'Union Européenne envers l'Union Africaine de ne plus interférer militairement et politiquement en Afrique. Malgré une rivalité historique sur le continent, le Royaume-Uni et la France pourraient, dans l'esprit des accords de **Saint Malo et s'ils s'accordent sur les fins d'un tel projet** (complément ou concurrent de l'ACOTA ?), collaborer à l'intérieur d'un programme européen de paix pour l'Afrique. RECAMP et BPST présentent plusieurs *points communs* : ils s'ajoutent à des politiques nationales pour le développement du continent, ils prennent comme **objectif premier la prévention et la résolution des conflits** grâce à la formation et l'exercice plurinationale, ils fournissent une **assistance temporaire en équipement** aux forces locales,... Ils offrent aussi des *complémentarités* : ils couvrent **des zones géographiques complémentaires** et des **volets distincts**, que ce soit chez RECAMP les cycles régionaux d'entraînement et de coordination et la fondation d'écoles spécialisées ou chez les BPST les programmes « **anti-prolifération d'armements légers** », « **surveillance des ressources** » et « **gestion du post-conflit** ». Au sein des Nations-Unies, du G8 comme à Bruxelles, ces deux pays se sont retrouvés alliés pour promouvoir d'une part la **création d'une force de paix africaine autonome**, d'autre part l'Opération **Artémis** menée par l'UE en République Démocratique du Congo. Désormais il s'agira aussi de convaincre et d'impliquer d'autres Etats Européens, dans le cadre général de relations et de synergies renforcées avec l'UA : pour former les forces de paix africaines, l'expérience des Etats habitués aux négociations multilatérales de paix (les Etats du Benelux, la Finlande, le Danemark...) serait pertinente. L'Allemagne, tout en respectant sa Constitution, dispose aussi de grandes opportunités en terme de personnel civil compétent (pour former et encadrer). Par ailleurs, la Force de Réaction Rapide Européenne pourrait, en cas de besoin, venir en aide aux forces de paix de l'Union Africaine. Enfin un tel programme européen serait proposé à tout pays africain prêt à le rejoindre et à s'impliquer financièrement et techniquement.

RECAMP : concept et histoire - mars 2005

Bref historique de RECAMP. Le concept RECAMP (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) a été initié, développé et piloté par la France depuis 1994, en direction de ceux des pays africains qui désirent assurer eux-mêmes progressivement la sécurité du continent, sous l'égide de l'ONU et en accord avec l'Union africaine. Défini en 1997 par le Ministère de la Défense, il a par la suite établi sa crédibilité à travers la participation et le soutien à plusieurs opérations, hier en République Centrafricaine (MISAB) et en Guinée-Bissau (ECOMOG) et, encore récemment, en République démocratique du Congo (MONUC) et en République de Côte-d'Ivoire (Opération Licorne puis ONUCI). Depuis sa révision fin 2001, afin de pallier aux lacunes observées, il s'appelle Recamp XXI.

La mission et les moyens de RECAMP. RECAMP a vocation à s'intégrer dans une palette plus large d'instruments au service de la stabilité du continent (coopérations bilatérales, aide au développement, etc.). Il vient en complément du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), programme émanant de l'Union Africaine, qui identifie la paix et la sécurité comme des conditions préalables à l'essor économique. Ainsi, il prévoit de renforcer les institutions sous-régionales et régionales existantes en particulier dans les domaines de la prévention et de la résolution des conflits ainsi que du maintien de la paix. L'Union Africaine est engagée dans un processus de développement des capacités de gestion des crises. Pendant cette phase de montée en puissance progressive, elle s'appuie sur les organisations économiques sous-régionales. La prévention des crises, priorité évidente de RECAMP, passe d'abord par l'acquisition de réflexes diplomatiques et militaires entre les acteurs locaux, voisins mais rivaux. La prévention ne permettant pas toujours d'empêcher l'explosion de la violence, des capacités de résolution des crises sont nécessaires : les partenaires de RECAMP en Afrique ont donc l'ambition de se doter d'une réelle capacité de maintien et de soutien de la paix. Concrètement, RECAMP joue sur trois volets : **1. la formation :** En liaison avec l'ONU, le programme RECAMP prévoit de compléter la formation de personnel militaire, déjà aguerri, dans des savoir-faire relevant exclusivement du domaine du maintien de la paix. Les écoles françaises et des établissements partenaires (dont autrefois l'Ecole de maintien de la paix à Vocation Régionale de Zambakro en Côte d'Ivoire) servent de cadre à ces formations, dispensées par des détachements des forces françaises pré-positionnées en Afrique. **2. l'entraînement :** selon un cycle de 2 ans, il est conduit au sein des organisations sous-régionales africaines (la CEDEAO, la CEMAC, l'IGAD, et la SADC). Il vise à entraîner des unités déjà instruites à travailler dans un cadre multinational. Le cycle est ponctué par un séminaire politico-militaire, un exercice d'état-major et un exercice majeur avec les troupes sur le terrain. Plusieurs cycles ont déjà été accomplis : - Cycle 1996-1998 : exercice GUIDIMAKA (organisation : France / Sénégal), regroupa 4 pays contributeurs de la CEDEAO et 4 pays donateurs. - Cycle 1998-2000 : exercice GABON 2000 (organisation : France / Gabon), avec 8 pays contributeurs de la CEEAC et 12 pays donateurs. - Cycle 2000-2002 : exercice TANZANIE (organisation : France / Tanzanie), mêlant 16 pays contributeurs de la SADC et 8 pays donateurs. - Cycle 2002-2004 dit RECAMP IV : exercice au Bénin (organisation : France / Bénin) exécuté dans le cadre de la CEDEAO ; séminaire politico-militaire se déroulant à Accra, au Ghana). Les premiers succès obtenus lors de ces exercices s'accompagnent désormais d'un accroissement régulier tant du nombre des pays contributeurs que de celui des pays donateurs. Néanmoins ces cycles s'avèrent encore un peu trop rares pour permettre à RECAMP de remplir son potentiel. **3. l'équipement :**

Les opérations de maintien de la paix, mandatées par l'ONU, en accord avec l'UA et conduites par les bataillons africains, bénéficient de matériel et d'équipement pré-positionnés en Afrique par la France et maintenus dans des dépôts sous contrôle français. Ainsi seul le budget opérationnel de RECAMP (assumé par le Ministère de la Défense) est connu avec précision (sept millions d'euros annuels).

Les partenaires de RECAMP : l'ONU, l'UE, les Etats-Unis. Les principes qui régissent le programme sont : le multilatéralisme, l'ouverture à tous les pays africains volontaires sans discrimination, la transparence des contributions financières, la non-permanence des forces. Les Etats occidentaux souhaitant aider RECAMP sont très libres quant à la nature et au degré de l'assistance fournie à la France ; participer n'entraîne pas pour autant une contribution automatique aux exercices et aux engagements en opération. Chaque Etat reste libre de sa participation diplomatique, militaire, financière ou matérielle. Il est néanmoins souhaitable que les pays non-africains qui participent aux exercices périodiques se mobilisent également pour soutenir les opérations. La France coordonne son action avec les Nations Unies et espère y associer au plus vite l'UE (déjà présente sur le continent depuis l'opération ARTEMIS en République Démocratique du Congo en 2003). La priorité pour la stabilité de ce continent s'illustre également par les engagements des partenaires du G8 qui ont adopté, en 2002, le plan d'action conjoint qui comporte en annexe le soutien du renforcement des capacités africaines de maintien de la paix. RECAMP n'est pas un programme isolé ; les Etats-Unis ont développé le programme ACOTA et les Britanniques le programme BPST qui, avec leurs spécificités, concourent au renforcement de la sécurité en Afrique. RECAMP cherche la meilleure coordination possible avec ces initiatives suite à la déclaration tripartite de 1997 (dit accords P3 entre la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis). Il vise également à associer d'autres pays, européens ou non, au maintien de la paix en Afrique.

RECAMP et les organisations régionales africaines. Il contribue aussi au développement et à l'affirmation du rôle des organisations sous-régionales africaines en matière de sécurité, dans un climat de confiance mutuelle. A terme, la France espère que ses programmes mèneront à une intégration régionale sur le modèle de l'Union et à l'émergence d'une génération de décideurs politiques (chefs d'Etat, diplomates ou chefs militaires) habitués à la diplomatie préventive que RECAMP promeut. Les organisations sous-régionales (OSR) sont provisoirement mandatées par l'Union Africaine (UA) pour le développement d'instruments de prévention, de gestion et de résolution des conflits que devraient s'approprier à terme les bureaux régionaux de l'UA. La CEDEAO, la CEEAC, la SADC et l'IGAD n'ont pas toutes atteint le même degré d'organisation dans la prévention et la résolution des crises mais cherchent toutes à s'impliquer dans le maintien de la paix. RECAMP s'inscrit donc résolument en soutien des quatre organisations sous-régionales qui sont, aujourd'hui, au cœur de toutes les actions engagées en étroite coordination avec l'UA. En conséquence des « opérations autorisées » (mandat de l'ONU, de l'UA ou d'une OSR), menées par des Etats africains, verront le jour pour entretenir ou rétablir la paix sur le continent. L'objectif vis-à-vis de ces pays n'est clairement pas la **substitution** mais l'**aide** et l'**accompagnement**.

Mise sur pied d'un RECAMP européen - mars 2005

Bref historique de RECAMP

Le concept français de RECAMP (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) existe depuis 1994 à l'attention des pays africains, sous l'égide de l'ONU et en accord avec l'Union Africaine. Défini en 1997 par le Ministère de la Défense, il s'est établi concrètement à travers la participation et le soutien de la France à plusieurs opérations, hier en République Centrafricaine (MISAB) et en Guinée-Bissau (ECOMOG) et, plus récemment, en République démocratique du Congo (MONUC) et en République de Côte-d'Ivoire. Depuis sa révision en 2001, RECAMP XXI collabore aussi à des activités de *peace-making*.

L'Union européenne : amorce d'une politique de sécurité en Afrique

En parallèle, l'engagement direct de l'Union européenne depuis l'été 2004 en République démocratique du Congo à travers l'opération Artémis a fondé la politique d'intervention européenne autonome pour la paix hors de notre continent et en dehors du cadre américain. Par conséquent, il paraît évident de s'interroger sur le rôle et la place que pourrait tenir le concept RECAMP, avec comme pilote le Ministère de la Défense et l'Etat-Major des Armées françaises, au sein de la politique européenne de sécurité et de défense en Afrique.

RECAMP face à ACRI/ACOTA et BPST : coopération et opposition

La France a déjà clairement renoncé à s'engager unilatéralement dans la résolution des différends intra-étatiques en Afrique, a prouvé vouloir abandonner son habituelle idée de « pré carré » afin de collaborer avec d'autres puissances à la paix et souhaite montrer que sa politique en Afrique, s'éloignant de tout schéma néocolonial à l'ancienne, est désormais multilatérale et apaisée. Elle oeuvre donc via RECAMP en faveur d'une force de paix régionale efficace, au sein de la CEDEAO (Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest) notamment. Partenaires récurrents de ces projets, les organisations régionales africaines souffrent d'un manque de moyens (dû aux difficultés économiques et aux divergences politiques) et d'un déficit humain, d'où le programme de soutien à la CEDEAO effectué en commun par les Américains, les Britanniques et les Français depuis 2002. Mais la collaboration s'arrête là car Britanniques (via « British Peace Support Team ») et Américains (via « African Crisis Response Initiative » puis « African Contingency Operations Training Assistance ») disposent par ailleurs de leur propre programme d'aide au maintien de la paix en Afrique.

Les possibles partenaires au sein de l'Union pour développer un RECAMP européen

La paix en Afrique est un but si vaste qu'il nécessiterait l'aide du plus grand nombre ; pourtant à l'échelon européen aucun concept ne s'est encore imposé pour porter ce projet. Comment faire comprendre aux Etats-membres de l'Union qu'il leur faudra dépenser plusieurs millions, voire plusieurs dizaines de millions d'euros par an pour financer ces programmes ? Et si jamais ils y concèdent, la France sera-t-elle prête à partager le pouvoir au sein d'un RECAMP européen avec ses partenaires de l'Union ? Tout d'abord il convient de reconnaître que l'allié de la France pour promouvoir un tel programme à l'échelle européenne pourrait être le Royaume-Uni. Néanmoins les Britanniques ont démontré par leurs programmes leur préférence pour des relations bilatérales avec des Etats africains proches d'eux plutôt que pour des grands programmes régionaux et ouverts à tous les Etats désireux de participer à une force de paix. L'Allemagne, partenaire traditionnel de la France au sein de l'Union, demeure sceptique quant à son implication sur un continent où elle n'a que peu d'attaches (sauf au Cameroun, au Togo, en Namibie). Mais l'idée de parrainer certains pays en leur fournissant du matériel et l'aide de personnel non militaire

pourrait séduire outre-Rhin. Les Etats neutres (Irlande, Autriche, Suède) et les Etats très attachés aux Nations Unies et à la paix (par exemple la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Finlande et le Danemark) seraient susceptibles quant à eux de contribuer au RECAMP européen, notamment sur l'aspect « prévention des conflits », en particulier s'il s'effectue sous l'égide de l'ONU. Car s'il existe un point d'accord parmi les membres de l'UE sur le devenir de la PESD, c'est qu'elle doit servir la paix grâce au multilatéralisme.

Les obstacles à la convergence entre PESD et RECAMP

Malgré cette convergence entre la PESD et RECAMP, élargir celui-ci à l'Europe sera difficile tant qu'il sera vu d'abord comme un moyen de franciser une partie de la PESD ou en l'occurrence d'eupéaniser la politique française de sécurité en Afrique. C'est l'une des raisons pour lesquelles il a été très rare jusqu'ici qu'une action de la PESC dans la sécurité soit relayée par des financements de la Commission. L'Union européenne a ainsi été très absente des grandes gestions de crise en Afrique, où les instruments bilatéraux ont souvent prédominé. Le Conseil de Helsinki a bien déclaré comme objectif de créer une Force de réaction rapide ; enlisée dans des difficultés profondes liées à l'orientation transatlantique des différents Etats membres, cette Force semble vouée à l'inaction pour un certain temps, surtout dans des zones de moindre intérêt stratégique comme l'Afrique. Bien qu'elle soit censée à terme déployer quelques 50 000 à 60 000 hommes, elle n'a pas encore reçu de mandat clair en ce qui concerne des interventions armées, de simples opérations de neutralisation des conflits, ou des objectifs de prévention des crises. Puisque dans les trois années à venir, ces interventions sur le sol africain se feront encore probablement sous mandat de l'ONU, l'Union ne doit plus tarder à préciser son programme pour que les premières opérations autonomes débutent en 2007-2008.

Une nouvelle stratégie pour obtenir les financements communautaires

De ce fait la France doit changer la stratégie qu'elle met en œuvre auprès de la Commission pour obtenir des financements. Deux défauts doivent être gommés. Le premier réside dans la perception que les politiques françaises en Afrique sont essentiellement de nature bilatérale (peu transparentes, auto-suffisantes, tournées vers l'assistance technique, voir la substitution par rapport au pays partenaire). Le second se trouve dans la réticence de la Commission de se voir impliquée dans des opérations de type militaire, surtout du fait de la base juridique que représente la [Convention de Cotonou](#) dont le premier pilier concerne la coopération pour le développement politique (démocratisation, prévention et résolution des conflits, politique des droits de l'homme) et prévient une ingérence politique et militaire des Européens dans les affaires des Etats d'Afrique. Mais la Commission incline de plus en plus à financer des organismes de résolution de conflit, tels que les services de la CEDEAO ; un document juridique présenté par la France pour prouver la compatibilité de RECAMP avec les engagements de l'Union pris à Cotonou pourrait achever de convaincre la Commission. La France doit chercher à mobiliser des fonds dans cette direction, ainsi que vers le financement de projets visant à la réintégration des combattants ou au soutien de l'Etat de droit. Ces termes laisseraient ouverte l'extension des moyens d'un RECAMP européen, surtout si le programme est lui-même subordonné à une initiative d'un bloc régional africain.

RECAMP : coopération civilo-militaire - mai 2005

Dans le cadre de programmes de maintien ou de retour à la paix, les militaires sont amenés à travailler avec les civils ; par commodité, il faut distinguer les ONG humanitaires, qui cohabitent avec eux sur le champ de bataille et dans la reconstruction, et la société civile qui renaît dans la phase post-conflit. RECAMP aborde donc les deux cas différemment.

La collaboration MILITAIRES-HUMANITAIRES

Tout d'abord, les militaires occidentaux ont fait de grands efforts ces dernières années pour inclure les ONG dans leur travail de maintien de la paix (que ce soit les BPST, l'ACRI-ACOTA ou RECAMP) : il faut constater que les ONG, fortes de leur statut consultatif auprès de l'ECOSOC, organe des Nations Unies (droit fondé sur l'article 71 de la Charte), profitent de cette reconnaissance pour collaborer en égal avec l'ONU à travers le monde ; les Casques Bleus peuvent désormais être en présence de milliers de tels groupes sur un seul théâtre d'opération (après le génocide au Rwanda en 1994, 109 organisations humanitaires opéraient à partir de Kigali et, en 1996, 1700 étaient présentes en Bosnie). Dans des pays comme l'Éthiopie, l'Angola, le Soudan, la Zambie, des ONG ont sacrifié (afin d'atteindre les populations) en partie leurs principes, en particulier leur indépendance et leur impartialité, et accepté la protection des gouvernements ou des belligérants rebelles, voire de l'argent de ces groupes. <http://www.una-uk.org/UN&C/ngoandconflict.html>

Bien que les ONG soient capables de beaucoup, elles savent désormais qu'elles dépendent aussi des militaires. Pour cette raison les Nations Unies ont pris l'habitude au cours des missions humanitaires d'établir des Centres d'Opérations Civilo-Militaires (C-MOC) pour les casques bleus et des Centres d'Opérations sur Sites (OSOC), établis par les agences de l'ONU. Au Rwanda par exemple une soixantaine d'ONG assistait aux réunions des OSOC. Malgré de sérieux obstacles (méfiances mutuelles, réticences à se côtoyer, différences d'organisation et de communication), les ONG et les militaires se coordonnent donc de plus en plus et sans surprise RECAMP suit cette tendance. [http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/66DDF7/\\$File/irrc_855_Rana.pdf](http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/66DDF7/$File/irrc_855_Rana.pdf)

Désireux d'améliorer leurs relations, les militaires et les civils humanitaires prônent tous les deux la création d'entraînements communs et des manuels pour promouvoir la coordination et la coopération en exercice. Mieux connaître l'autre serait la base de la partie « Mécanismes de coordination dans le Champ » : celle-ci comprend des réunions formelles et informelles, les procédures de communication, de sécurité et de conduite pour les officiers de liaison, les signaux d'appels et les plans d'urgences. Les manuels pourraient par exemple décrire les cultures et les chaînes organisationnelles respectives des deux institutions, leurs compétences et leurs spécialisations,... Précisément au cours des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, les rotations des troupes militaires entre les nations alliées au sein des casques bleus se font au détriment de la coopération ; au bout de six mois, alors même que la connaissance de l'autre et la confiance viennent de s'établir. RECAMP pallie ce problème en intégrant les ONG et les OI aux séminaires des militaires et diplomates du programme. Par exemple lors du séminaire organisé à Accra (Ghana) qui a débouché sur l'exercice inter-armes au Bénin, les ONG étaient présentes afin de faire passer leur message aux militaires et de recevoir les griefs des autres acteurs. Enfin, les grandes organisations humanitaires et la Croix Rouge, représentées lors de cette même conférence, furent associées aux débats du séminaire politico-militaire ainsi qu'au déroulement de l'exercice CPX/FTX au Bénin. Ce système fonctionne bien :

des progrès sensibles ont été effectués, notamment grâce aux expériences africaines, et ont permis de remplir l'objectif « Planifier, coordonner, communiquer ». <http://www.recamp4.org/fr/polmil.php>
Par ailleurs, les armées modernes intègrent désormais les missions civilo-militaires (A.C.M.) qui pour certaines "ressemblent" à l'action humanitaire. Lors de l'exercice RECAMP appelé "opération TANZANITE" (2002), la protection des réfugiés par les armées africaines était à l'ordre du jour.

Les projets MILITAIRES-CIVILS

Au cours de chaque cycle de RECAMP ont lieu des projets menés par un ou des Etats en partenariat avec le civil afin d'entretenir la paix. Cela peut être, comme l'a fait la France, le financement de la réhabilitation d'une bibliothèque, l'extension d'un réseau d'alimentation en eau potable, la construction de hangars de marché, de logements,... Or ce sont ces installations simples (école, bibliothèque, hôpital, marché, citerne, centre de réception de réfugiés,...) qui aident à la stabilisation d'un pays. Au cours du cycle Bénin 2004 (RECAMP IV), l'Allemagne, le Japon et bien entendu le Bénin ont financé et aidé des projets pour des sommes diverses et à plus ou moins long terme. . Le savoir-faire d'ONG et d'organisations internationales est sollicité afin d'accomplir ces projets. Ces partenaires sont soit occidentaux (UNICEF, HCR, MSF, Programme Alimentaire Mondial), soit locaux (dans le cas du Bénin, ce fut par exemple Croix Rouge Bénin, ALDIPE, ALPEDEC, Handicap Plus). A chaque cycle, les acteurs du RECAMP proposent à ces partenaires de lier leurs ambitions et leur savoir-faire en Afrique à une liste de projets RECAMP dans le cadre d'actions civilo-militaires pouvant être réalisés dans le pays considéré au cours du cycle et susceptibles d'être inaugurés ou de faire l'objet d'une publicité lors de l'exercice. Prenant en compte les souhaits de ces membres de la société civile locale, les militaires responsables de RECAMP solliciteront d'autres Etats pour éventuellement devenir partenaires. Une fois les projets attribués, une démarche officielle est entreprise. A titre d'exemple, 46 projets ont été proposés en 2004 et une quinzaine déjà entrepris. Même si les sommes augmentent à chaque cycle, l'aide demeure embryonnaire. La tendance actuelle devrait voir plus d'ONG locales faire appel à RECAMP et donc inciter la France à solliciter plus de pays partenaires, notamment ceux où la culture de collaboration avec la société civile est très forte ou qui n'ont pas de programmes militaires spécifiques en Afrique.
<http://www.recamp4.org/fr/projets.php>.

RECAMP n'a pas naturellement vocation à se transformer en lieu de coopération civilo-militaire. Pourtant les expériences dans la région prouvent que l'appoint, d'une part des ONG humanitaires dans le rétablissement rapide et digne de la paix, et, d'autre part des sociétés civiles locales pour garantir la paix, particulièrement après un conflit, s'avèrent très utiles. La voie choisie par RECAMP pour se lier aux premiers (en les intégrant aux séminaires et en écoutant leurs griefs) et aux seconds (mettre en liaison les besoins de la société civile avec les financements et les savoir-faire pour accomplir ces projets) semble judicieuse et doit donc être développée.

RECAMP et British Peace Support Team: une comparaison - mars 2005

Les Grandes Lignes comparées du RECAMP et des BPST (Equipe de Soutien au Maintien de la Paix).

RECAMP (Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) est un concept français né en 1994, puis formulé et appliqué à partir de 1997 en direction de ceux des pays africains qui désirent progressivement assurer eux-mêmes la sécurité du continent, sous l'égide de l'ONU et en accord avec l'Union Africaine. Rivaux traditionnels des Français en Afrique, les Britanniques ont toutefois tardé à définir un équivalent du RECAMP. Les troupes britanniques de soutien au maintien de la paix doivent leur existence au projet « **African Conflict Prevention Pool** » (ACPP) qui a débuté en 2001 pour limiter les conflits en Afrique sub-Saharienne (un des buts du « Millenium Development Goals » selon le gouvernement Blair). Cette **initiative interministérielle** a été prise pour maximiser l'impact des programmes et des financements destinés à prévenir les conflits déjà entrepris à l'époque ; optimiser les programmes existant est d'autant plus pertinent que l'ACPP dispose de fonds « modestes » (pourtant à hauteur de £60m) selon les termes officiels. Cet aspect de la politique africaine du Royaume-Uni se veut autonome et efficace sur le long terme ; il sert aussi à conforter les organisations régionales africaines où des puissances anglophones dominant, alors que RECAMP bénéficie de l'assistance d'autres Etats occidentaux au point de vue diplomatique, militaire, financier ou matériel. Enfin l'ACPP se répartit en quatre zones d'objectifs centrées autour des foyers de crises et des traditionnels alliés britanniques (tandis que RECAMP n'exclut lui aucun partenaire potentiel) : à l'Ouest, Sierra Leone, Nigeria, Ghana ; à l'Est, le Soudan, l'Erythrée ; l'Ouganda, la Somalie et l'Ethiopie ; vers les Grands Lacs, la RDC et le Burundi ; enfin au Sud, l'Angola, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Afin de promouvoir l'ACPP, le **Royaume-Uni mobilise son statut sur la scène internationale** : membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, membre de l'UE et du G8, disposant de liens étroits qui l'unissent à certains pays africains (via le Commonwealth) et d'une position forte au sein des institutions internationales comme le FMI, la Banque Mondiale et les organisations humanitaires. Outre des activités en faveur du développement régional, il travaille sur le continent au contrôle des armes légères (1) afin d'en prévenir la prolifération et participe à des programmes de contrôle et de destruction des armes ; il collabore à la sauvegarde, à la gestion et à la surveillance de l'exploitation de ressources minérales et naturelles (2) dont la vente finance les conflits et ne bénéficie pas à la population ; il incite à des stratégies post-conflit (3) proche du modèle post-conflit sud-africain (justice, réconciliation, réintégration) ; enfin il va jusqu'à proposer à des pays proches de leur transmettre leur savoir-faire en terme de police afin de réduire les chances d'effondrement étatique ou d'autoritarisme policier. A l'inverse, même si RECAMP a vocation à s'intégrer dans une palette plus large d'instruments au service de l'Afrique (coopérations bilatérales, aide au développement, etc.), son **objectif prioritaire est la prévention des conflits** et la création d'une force d'interposition et de combat pour le maintien et le soutien de la paix (que l'ACPP pratique aussi grâce aux BPST). Les principes qui régissent le programme français sont : le multilatéralisme, l'ouverture à tous les pays africains volontaires sans discrimination, la transparence des contributions financières et la non-permanence des forces. L'ACPP (ainsi que son équivalent pour le reste du monde, appelé Global Pool) partage largement ces valeurs mais affirme aussi s'appuyer sur des « leçons retenues du passé » en matière de gestion des conflits : adopter une approche régionale et transnationale, agir au sein du concert international en recevant une « masse critique » de soutiens, évaluer en permanence l'efficacité des programmes (notamment pour les situations post-conflits) et des accords obtenus entre les partis des conflits, Quels sont les **résultats obtenus** par les BPST ?

La Formation : En liaison avec l'ONU, le programme RECAMP prévoit de compléter la formation de personnel militaire, déjà aguerri, dans des savoir-faire relevant exclusivement du domaine du maintien de la paix. Quant aux BPST, ils ont pour objectif de former 17 000 soldats africains, issus en particulier des **pays anglophones puissants** (Ghana, Nigeria, Afrique du Sud). Les PBST sont présents au Kenya (partenariat avec une école militaire locale) avec l'intention de pacifier l'Est de l'Afrique jusqu'à la Corne ; de même au Ghana où les soldats venus apprendre dans cette autre école spéciale sont pour beaucoup étrangers (1400 personnes formées cette année, 2500 à pleine capacité). La contribution britannique à ces écoles se monte à £2.5m (les autres contributeurs sont la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, et le Canada). Par ailleurs les soldats britanniques profitent de partenariats exceptionnels avec l'Afrique du Sud et le Nigeria pour former au sein de ces armées des corps de maintien de la paix. **L'Entraînement** : selon un cycle de 2 ans, il est conduit par RECAMP au sein des organisations sous-régionales africaines (la CEDEAO, la CEMAC, l'IGAD, et la SADC). Néanmoins la fréquence de ces cycles s'avère encore un peu trop basse pour être efficace ; au contraire les BPST ne travaillent pas par cycles d'entraînement mais par création d'écoles régionales de formation. Mais les Britanniques font donc face à l'inconvénient de ne pas pouvoir prolonger l'encadrement des soldats africains formés. **L'Équipement** : Dans le cadre de RECAMP, les opérations de maintien de la paix, mandatées par l'ONU et en accord avec l'UA, sont conduites par les bataillons africains qui bénéficient de matériel et d'équipement pré-positionnés en Afrique par la France et maintenus dans des dépôts sous contrôle français. A l'inverse les Britanniques se déploient moins et envoient peu d'aide « en nature » mais financent beaucoup **les missions africaines de paix**, notamment dans les pays anglophones : par exemple **l'African Mission in Burundi (AMIB)** : Avril 2003 : l'Union Africaine procède à sa première mission de maintien de la paix autonome. Le contingent fort de 2600 hommes comprend des troupes sud-africaines, éthiopiennes et mozambicaines. Aide Britannique : £2m (à l'Union Africaine pour l'AMIB) et £3.7m (au contingent mozambicain). La mission remplit son rôle (préparer l'arrivée des casques bleus) et l'« UN Operation in Burundi (ONUB) » complète l'AMIB en juin 2004. **ECOWAS Mission in Liberia (ECOMIL)** : Août 2003 : déploiement rapide de troupes de maintien de la paix de l'ECOWAS (Economic Community of West African States). Aide Britannique : £400,000. Deux mois plus tard, les troupes de l'ECOMIL intègrent les casques bleus au Libéria dans le cadre de l'UNMIL. **ECOWAS Mission in Côte d'Ivoire (ECOMICI)** : Janvier 2003 : les ECOMICI forces s'interposent en Côte d'Ivoire. Aide Britannique : £3m (au contingent ghanéen de l'ECOMICI) et £500,000 à l'ECOWAS dont les forces sont transférées à une opération des Nations Unies en avril 2004 (UNOCI). Enfin l'ACPP a aussi beaucoup financé les programmes des Nations-Unies au Sierra Leone et commence à le faire en RDC, au Nigeria et en Angola.

La collaboration franco-britannique. Le Royaume-Uni et la France déclarent s'efforcer de collaborer et d'échanger leur savoir sur une région, l'Afrique de l'Ouest, où les conflits sont interdépendants. Les Britanniques ont fourni 4 million de livres pour les "ECOWAS peacekeepers" de Côte d'Ivoire, ont soutenu les accords de Linas-Marcoussis et assisté la France dans le déploiement de casques bleus en Côte d'Ivoire. Au sein du G8 comme de l'Union européenne, les deux pays se sont retrouvés **alliés** pour promouvoir d'une part la création d'une **force de paix africaine**, d'autre part l'**Opération Artémis en RDC**.

Programmes étrangers aidant les forces de maintien de la paix en Afrique - avril 2005

<i>Nom du Programme</i>	Pays Initiateur	Pays Partenaires	Budget 2004	Buts
Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix (RECAMP)	France	Membres d'ECOWAS, CEEAC (Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale), et <i>Southern African Development Community</i> .	Plus de 10 Millions d'Euros par cycle d'entraînement pluriannuel	Entraînement des officiers et exercices de maintien de la paix et d'opérations militaires offensives. Approvisionnement d'armements offensifs pour formation. Développement d'une doctrine et de modules d'applications.
Peace Support Operation Facility (Service pour les Opérations de Soutien de la Paix)	Union Européenne	Tout le continent	300 Millions d'Euros	Financement d'opérations et de négociations ad hoc.
<i>Africa Conflict Prevention Pool</i> (ACPP) (Initiative de Prévention des Conflits en Afrique)	Royaume-Uni	Tout le continent	60 Millions de Livres (100 Millions d'Euros)	Initiative interministérielle pour la paix et le développement en Afrique. Financement de Programme de maintien de la paix, de renforcement de la paix et de stabilisation post-conflit. Financement d'opérations et de négociations de Paix et de l'entraînement et de la formation.
Training for Peace (Entraînement pour la Paix)	Norvège	Pays du <i>Southern African Development Community</i>	850 000 Euros	Entraînement de personnel de maintien de la paix civil.
<i>African Contingency Operations Training Assistance</i> (ACOTA , anciennement appelé ACRI)	Etats-Unis	Sénégal, Uganda, Malawi, Mali, Ghana, Bénin, Côte d'Ivoire, et Kenya.	15 Millions de Dollars (13 Millions d'Euros)	Entraînement en vue d'opérations offensives et de maintien de la paix, y compris des opérations impliquant l'infanterie légère et des petites unités. Développement de module de doctrine sur place. Matériel offensif fourni au cours de la formation et des exercices.
Africa Regional Peacekeeping Program (Programme de Maintien de la Paix Régional Africain)	Etats-Unis	Unités du Sénégal et du Ghana au Sierra Leone ; unités de la Guinée au Liberia ; troupes africaines en RDC, au Burundi, au Soudan et en Erythrée.	9 Millions de Dollars	Equipe, entraîner et soutenir les troupes de maintien de la paix. Exercices aux tactiques militaires offensives. Transfert d'armes pour les entraînements et les opérations.
<i>International Military Education and Training Program</i> (IMET) (Programme Militaire International d'Entraînement et d'Education)	Etats-Unis	48 pays de l'Union Africaine + ECOWAS.	17,25 Millions de Dollars (14 Millions d'Euros)	Entraînement des Militaires aux Etats-Unis.

<p><i>Enhanced International Peacekeeping Capabilities</i> (EIPC) (Améliorer les Capacités Internationales de Maintien de la Paix)</p>	<p>Etats-Unis</p>	<p>Botswana, Ghana, Afrique du Sud, et Tunisie.</p>	<p>300 000 Dollars.</p>	<p>Entraînement en langue anglaise. Prépare des opérations non-létales. Simulations informatiques. Développement d'une doctrine et de modules d'entraînement dans les pays partenaires..</p>
--	-------------------	---	-------------------------	---

II. AFRIQUE ET RESSOURCES NATURELLES

Enjeux pétroliers en Afrique – septembre 2005

I. Un aperçu du pétrole africain

Selon la thèse optimiste l'Afrique disposerait de 112,2 milliards de barils en 2004, soit 9,4 % des réserves pétrolières mondiales (Moyen Orient : 733,9 milliards de barils, soit 61,7 %). En revanche, les tenants de la thèse pessimiste estiment que les réserves du continent ne s'élèveraient qu'à 77 milliards de barils, soit 3 % des réserves mondiales. Quoi qu'il en soit, c'est en Afrique que les nouvelles découvertes sont les plus nombreuses ; sur 8 milliards de barils de réserve découverts en 2001, près de 7 milliards se trouvaient dans le Golfe de Guinée. En 2004, la production du pétrole africain a atteint 9,26 millions de barils par jour (Mb/j), soit 11,4 % du total mondial (le Moyen Orient a produit 24,57 Mb/j en 2004, soit 30,7 % du total). Si l'Afrique ne peut pas rivaliser avec le Moyen-Orient en termes de réserves et de production, elle continuera à jouer un rôle clé sur la scène pétrolière internationale à moyen terme - comme fournisseur des Etats-Unis, de l'Europe et de la Chine. Pourtant, il serait faux de penser que la diversification de l'offre de pétrole nous rend indépendant du pétrole du Moyen Orient. ➤

L'Afrique du Nord : Les réserves africaines se concentrent majoritairement au nord de l'équateur, en particulier en Libye (3,3 % des réserves mondiales), en Algérie (1 % des réserves mondiales) et en Egypte (0,3 % des réserves mondiales). Ces trois pays ont produit 5 % du total mondial en 2004. Les deux pays exportateurs les plus importants de la région, la Libye et l'Algérie, connaissent une histoire pétrolière plus ancienne et différente de celle de l'Afrique de l'Ouest : pays membres de l'OPEP, nationalisation dans les années 1970, rôle encore important de la compagnie nationale, liens forts avec l'Europe. ➤ **L'Afrique subsaharienne** : Si le Golfe de Guinée ne représente que 5 % de la production mondiale à ce jour, il est considéré comme une des zones pétrolières les plus prometteuses, connaissant une forte croissance de la production et attirant des investissements internationaux importants. Le Nigeria est de loin le producteur le plus important de la région avec 2,5 Mb/j en 2004 (soit 3,2 % de la production mondiale et 28 % de la production africaine) (BP Statistical Review of Energy 2005). Sa production devrait augmenter rapidement avec la découverte récente en *offshore* de gisements importants. Le deuxième producteur de la région est l'Angola, suivi par la Guinée Equatoriale, le Congo Brazzaville, le Gabon et le Cameroun. L'intérêt accru pour l'Afrique subsaharienne s'explique par plusieurs facteurs : le potentiel de développement, la bonne qualité du pétrole, la situation favorable par rapport aux marchés consommateurs, l'ouverture aux investisseurs étrangers et le fait que ces réserves pétrolières sont essentiellement *offshore* à l'abri d'éventuels troubles politiques et sociaux. En dehors du Golfe de Guinée le Soudan a atteint une production de 300.000 b/j, mais les instabilités politiques entravent sérieusement la production et les compagnies occidentales y sont absentes. Le Tchad n'est entré sur le marché mondial qu'en 2003. Sa production devrait connaître une forte croissance dans les années à venir.

II. L'activité pétrolière en Afrique comme source d'instabilité

L'or noir suscite des rivalités nombreuses dans les pays africains et est également une cause d'interventions extérieures. Pourtant, le pétrole est le plus souvent une source parmi d'autres d'instabilités politiques et de conflits.

On peut distinguer deux types de conflits liés à la présence du pétrole (« Géopolitique du pétrole », LeStrange/Paillard/Zelenko, 2005) :

➤ **Conflits pour le revenu pétrolier** : Le partage de la rente pétrolière est un facteur d'instabilités politiques et sociales dans des pays comme le Nigeria, le Gabon, la Libye et l'Algérie (pays qui souffre d'un cercle vicieux de la dépendance par rapport aux revenus pétroliers et où les inégalités sociales restent fortes) de même que les revenus pétroliers peuvent alimenter et exacerber des guerres civiles (Angola, Congo, Tchad). Une tendance importante est la montée en puissance de la société civile nationale et internationale qui dénonce l'iniquité du partage de la rente pétrolière et militent dans des domaines comme l'environnement et les droits de l'homme. ➤ **Conflits pour le contrôle de la chaîne pétrolière** : La sécurisation des gisements et des installations pétrolières peut elle-même être source de tensions dans les zones de production. Ainsi, au Sud Soudan la découverte et l'exploitation des gisements par le gouvernement en 2000 se sont accompagnées de la déportation des populations hors de la zone d'exploitation et d'une intensification des massacres. Dans ce contexte l'interaction croissante entre les complexes pétroliers et les sociétés de sécurité est devenue une donnée importante de la situation locale.

III. Les stratégies de sécurisation de l'approvisionnement

Garantir la sécurité de l'approvisionnement et la stabilité des prix reste un objectif vital des grands pays consommateurs de pétrole. Face aux tensions au Moyen-Orient, le pétrole africain est considéré comme un enjeu de première importance et le Golfe de Guinée apparaît comme une future zone de tensions géopolitiques majeures. ➤

Etats-Unis : Selon le National Intelligence Council américain l'Afrique subsaharienne pourrait fournir 25 % du pétrole américain d'ici 2020. Si le candidat Bush disait en 2000 que l'Afrique n'était 'pas une priorité stratégique nationale', ces nouvelles perspectives ont changé la position américaine. En 2002, *the African Oil Policy Initiative* a été créé ; celle-ci a donné l'impulsion au regroupement des Etats producteurs de pétrole d'Afrique occidentale dans une Commission du Golfe de Guinée. L'initiative a débouché sur la reconnaissance du Golfe de Guinée comme 'zone d'intérêt vital' par les Etats-Unis en 2002 et une stratégie américaine pour sécuriser l'accès aux matières premières dans la région. Ces dernières années l'activité diplomatique et l'engagement militaire américain en Afrique se sont accélérés. En 2003 le président Bush a annoncé l'installation d'une base militaire en Sao-Tomé-et-Principe. ➤ **Chine** : Le deuxième pays consommateur de pétrole du monde (après les Etats-Unis) doit impérativement trouver de nouvelles zones productrices pour sécuriser ses approvisionnements. La dépendance pétrolière de la Chine s'accroît rapidement ; redevenue pays importateur net en 1993, le pays pourrait être contraint d'importer 60 % de sa demande du pétrole d'ici 2020. L'Afrique profite largement de la soif chinoise et de sa politique d'ouverture. Plus de 25 % des importations chinoises de pétrole proviennent actuellement du Golfe de Guinée et du Soudan. L'offensive économique et commerciale chinoise va de pair avec une intense activité diplomatique et une stratégie d'alliances tous azimuts. L'Angola est redevenu un partenaire important et au Soudan – pays mis au ban des Nations Unis – ce sont des compagnies chinoises (Compagnie nationale de pétrole de Chine/CNPC) qui exploitent actuellement les gisements. ➤ **France** (voir fiche « Les enjeux de la stratégie énergétique de la France ») : L'Afrique de l'Ouest, zone d'influence traditionnelle de la France, est une région de plus en plus disputée. Face à la concurrence américaine la France devra rester vigilante à conserver ses positions dans cette zone primordiale.

Enjeux pétroliers du Golfe de Guinée – septembre 2005

Si le Golfe de Guinée ne représente que 5 % de la production mondiale à ce jour, il est considéré comme une des zones pétrolières les plus prometteuses, connaissant une forte croissance de la production et attirant des investissements internationaux importants. Le **Nigeria** est de loin le producteur le plus important de la région avec 2,5 Mb/j en 2004 (soit 3,2 % de la production mondiale et 28 % de la production africaine). Sa production devrait augmenter rapidement avec la découverte récente en *offshore* de gisements importants. Le deuxième producteur de la région est l'**Angola** (0,99 Mb/j), suivi par la **Guinée Equatoriale** (0,35 Mb/j), le **Congo Brazzaville** (0,24 Mb/j), le **Gabon** (0,235 Mb/j) et le **Cameroun** (0,062 Mb/j) (BP Statistical Review of Energy 2005).

I. Le Golfe de Guinée : zone d'intérêt stratégique pour les Etats-Unis

Garantir la sécurité de l'approvisionnement et la stabilité des prix du pétrole reste un objectif vital pour les Etats-Unis, comme pour les autres grands pays consommateurs de pétrole. Face aux tensions au Moyen-Orient, le Golfe de Guinée - zone d'influence traditionnelle de la France - apparaît comme un nouvel eldorado pétrolier pour les Etats-Unis, ainsi que comme une zone de tensions géopolitiques majeures. Aujourd'hui de grandes compagnies pétrolières américaines comme ChevronTexaco (depuis longtemps le principal opérateur en Angola et très active au Nigeria et Congo Brazzaville) et ExxonMobil (présente au Nigeria, en Angola et en Guinée Equatoriale) investissent massivement dans le Golfe de Guinée. Mais des compagnies de taille plus réduite comme Amerada Hess, Vanco, Ocean ou Marathon sont également présentes dans la région. Cet engagement commercial est soutenu par une diplomatie américaine active. Selon le *National Intelligence Council* américain l'Afrique subsaharienne pourrait fournir 25 % du pétrole américain d'ici 2020. Si le candidat Bush disait en 2000 que l'Afrique n'était 'pas une priorité stratégique nationale', le résultat de ces nouvelles prospections ont changé la position américaine. En 2002, *the African Oil Policy Initiative* a été créé ; celle-ci a donné l'impulsion au regroupement des Etats producteurs de pétrole d'Afrique occidentale dans une Commission du Golfe de Guinée. L'initiative a débouché sur la reconnaissance du Golfe de Guinée comme 'zone d'intérêt vital' par les Etats-Unis en 2002 et sur une stratégie américaine pour sécuriser l'accès aux matières premières dans la région. Ces dernières années l'activité diplomatique et l'engagement militaire américain en Afrique se sont accélérés. En 2002, le Secrétaire d'Etat Colin Powell a visité l'Angola et le Gabon, tandis que le Sous-Secrétaire Kansteiner s'est rendu en Angola, au Nigeria, au Gabon et à Sao-Tomé-et-Principe. En 2003, le président Bush a annoncé l'installation d'une base militaire dans ce dernier petit Etat associé au Nigeria. L'intérêt accru des Etats-Unis pour le Golfe de Guinée s'explique par plusieurs facteurs : le potentiel de développement de la production ; la bonne qualité du pétrole (avec une faible teneur en soufre) ; la situation favorable par rapport aux marchés consommateurs (le long des voies maritimes de transport pétrolier) ; l'ouverture aux investisseurs étrangers ; le fait que ces réserves pétrolières sont essentiellement *offshore* à l'abri d'éventuels troubles politiques et sociaux ; et enfin le fait que seul le Nigeria, parmi les pays producteurs de la région, est membre de l'OPEP et soumis à des quotas de production.

II. La dépendance pétrolière : un obstacle au développement

De nombreuses études ont confirmé ce qu'on appelle « la malédiction des ressources » ; au lieu de favoriser la croissance économique et le développement, l'abondance en ressources naturelles va souvent de pair avec de

mauvaises performances macroéconomiques. Il en va de même pour les Etats pétroliers du Golfe de Guinée, notamment le Nigeria et le Gabon. Ces pays souffrent de « la maladie hollandaise », un cercle vicieux de dépendance par rapport aux pétrodollars. Leurs économies sont marquées par une prééminence de la recherche des rentes, une baisse de la productivité, un manque d'investissements rentables et un développement mono-industriel. Au Nigeria et au Gabon, l'exploitation pétrolière n'a pas permis de réduire la pauvreté, mais a exacerbé la corruption et favorisé les régimes autoritaires.

Dépendance pétrolière des producteurs africains (estimations 2002)

Pays	% PIB	% Exportation	% Revenus
Nigeria	40	95	83
Angola	45	90	90
Congo Brazzav	67	94	80
Guinée Equator	86	90	61
Gabon	73	81	60
Cameroun	4.9	60	20

III. Les conflits pétroliers dans le Golfe de Guinée

Le pétrole est le plus souvent une source parmi d'autres d'instabilités politiques et sociales et de conflits. En soi, la présence de pétrole n'a rien de conflictogène (comme le montre l'exemple de la Norvège) Pourtant, en Afrique

une abondance en ressources naturelles est corrélée avec le développement de troubles politiques. Comme l'observe Ian Garry, « le fossé entre les attentes immenses et les résultats économiques lamentables est politiquement explosif ». Au **Nigeria**, le partage de la rente pétrolière reste source de tensions, notamment dans le Delta du Niger ; les conditions de vie s'y détériorent et la population frustrée revendique une redistribution plus équitable de la rente pétrolière. Les compagnies pétrolières sont souvent la cible de protestations. La région est marquée par un cycle d'activisme politique – répression - violence. Le **Gabon**, comme le Nigeria, n'a pas réussi à réduire la pauvreté ni à diversifier son développement économique, malgré des décennies d'activité pétrolière. L'apparence de stabilité du pays sera mise à l'épreuve lors de l'épuisement de ses ressources. Outre les conflits pour le revenu pétrolier, le pétrole a exacerbé des guerres civiles en **Angola** et au **Congo Brazzaville**. La guerre civile en Angola (qui a pris fin en 2002), opposant le gouvernement aux forces rebelles de l'UNITA a été alimentée et financée par les richesses naturelles du pays (pétrole et diamants). Aujourd'hui, le pays est ravagé et 70% des Angolais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le conflit se poursuit dans la région pétrolière de Cabinda. De la même façon, le pétrole est devenu un facteur d'alimentation de la guerre civile et de perpétuation de la pauvreté au Congo Brazzaville. Enfin, des **conflits frontaliers** sur fond pétrolier opposent Sao-Tomé-et-Principe au Nigeria, le Cameroun au Nigeria et le Gabon à la Guinée Equatoriale.

(FAVENNEC et COPINSCHI, « Les nouveaux enjeux pétroliers », Conjoncture, juillet 2003 ; GARRY, « Le fond du baril. Le boom pétrolier et pauvreté en Afrique », Catholic Relief Services, 2003 ; LESTRANGE, PAILLARD et ZELENGO, « Géopolitique du pétrole », 2005 ; NTUDA EBODE, « Les enjeux pétroliers du Golfe de Guinée », Diplomatie, février-mars 2004)

Les ressources minières en Afrique – septembre 2005

I. La richesse minérale connue de l'Afrique

Le continent africain détient environ 30% des réserves mondiales prouvées des ressources minières et assure une part importante de la production de certains minerais et métaux. On peut distinguer 6 groupes de minerais : 1) le groupe du cuivre (cuivre, cobalt, uranium, zinc, plomb, cadmium, germanium) ; 2) le groupe de l'étain (étain, wolfram, coltan, béryl, monazite) ; 3) le groupe chrome, nickel, niobium, diamant ; 4) les métaux précieux (or, argent, platine) ; 5) le groupe du fer et du manganèse ; et 6) les combustibles minéraux (charbon, schistes bitumineux, pétrole, gaz). Ce dernier groupe ne sera pas pris en compte dans le cadre de cette fiche.

Selon le ministère des Ressources naturelles du Canada le continent africain détenait en 2002 89% des réserves de métaux du groupe du **platine** (platine, palladium, rhodium, ruthénium, iridium et osmium ; surtout en Afrique du Sud), 81% des réserves de **chrome**, 61% des réserves de **manganèse**, 60% des réserves de **cobalt** (la RDC détient à elle seule 50 à 60% des réserves mondiales connues), environ 40% des réserves d'**or**, 30% des réserves de **bauxite**, 24% des réserves de **titane**, 20 % des réserves de **tantale** (composant du coltan) et 9% des réserves de **cuivre**. L'Afrique assure aussi la moitié de la production mondiale de **diamant**. Presque tous les Etats africains sont dotés de ressources minières, mais la principale zone de production s'étend de la RDC à l'Afrique du Sud, en passant par l'Angola, la Zambie, le Zimbabwe, la Namibie et le Botswana.

II. Les enjeux économiques et géostratégiques de l'accès aux ressources

Depuis la colonisation les ressources minières africaines sont l'objet de rivalités. Important pour l'économie et pour la défense, l'accès à la richesse minière de l'Afrique est depuis longtemps un enjeu géostratégique majeur. Les pays européens restent une destination importante de la production minière africaine. Les autres acheteurs sont les pays du Moyen et Proche Orient (métaux précieux et diamants) et les pays asiatiques (récemment surtout la Chine et l'Inde). Dans le contexte technologique actuel, deux types de minéraux provenant du continent africain ont une valeur particulièrement stratégique : le platine et le coltan.

La demande de métaux stratégiques du groupe du **platine** a augmenté depuis le début des années 50, avec un taux de croissance annuel moyen d'environ 6%. En 2002, 75% du platine provenait de l'Afrique du Sud. Le platine est très utilisé en bijouterie, mais également pour des applications industrielles, notamment dans l'électronique. En outre, le platine est indispensable dans les pots catalytiques. Selon le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, c'est l'impact de l'« économie de l'hydrogène » qui fera monter à long terme la demande du platine, utilisé comme catalyseur dans les piles à combustible (automobile, ordinateurs, moteurs,...) et pour la fabrication d'hydrogène. Le **coltan** - et le **tantale** qu'on en extrait - est une autre ressource minière provenant du continent africain, utilisée pour la fabrication de composants électroniques et principalement de condensateurs et de puces (dans les ordinateurs, téléphones portables,...). Aujourd'hui le coltan est indispensable à la fabrication de téléphones portables. En raison de la demande croissante, le prix de ce métal s'envole. L'Est de la RDC est très riche en tantale.

En ce qui concerne les **approvisionnements de la France en minéraux et métaux** on observe qu'en 2001 81% des importations de bauxite provenaient de Guinée, 61% du ferrochrome d'Afrique du Sud, 18% des concentrés de fer de Mauritanie, 16% du cobalt de la RDC, 43% des importations de manganèse du Gabon et 7%

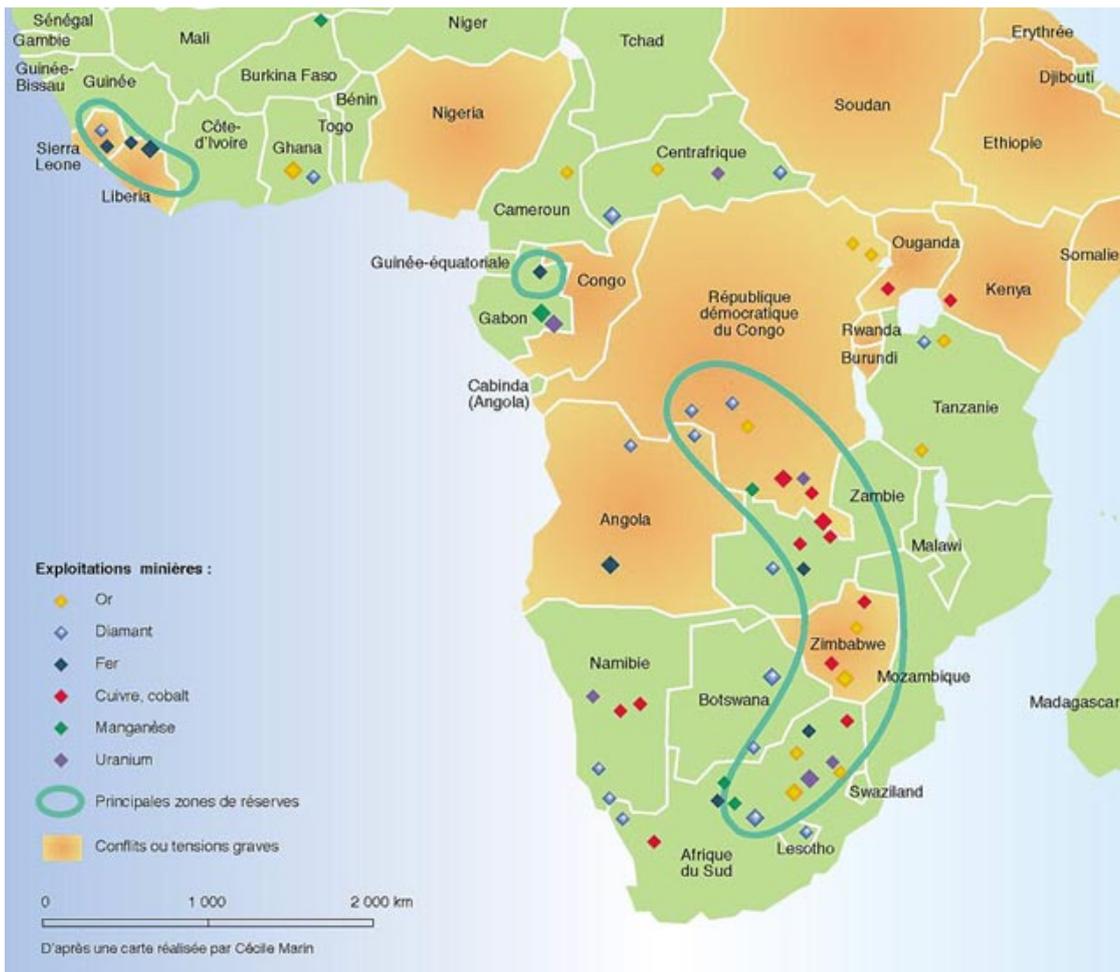
d'Afrique du Sud. Pourtant, il faut souligner que la part des pays africains dans les échanges de la France (tous les minerais ferreux et non-ferreux pris en compte) reste minoritaire ; les trois principaux partenaires de la France étant le Brésil, le Canada et l'Australie. D'ailleurs, la France importe la plupart des substances minérales (potasse brute et soufre élémentaire) de ses partenaires européens.

Le commerce international de minerais non énergétiques a été favorisé par **la libéralisation du secteur minier de l'Afrique** au cours des années 80 et 90. Les révisions des codes miniers, imposées par la Banque mondiale dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, avaient pour objectif de créer un environnement favorable aux investissements étrangers et de favoriser ainsi le développement économique des pays producteurs. **Le cas du Ghana**, deuxième pays producteur d'or et de bauxite du continent (mais également doté de ressources en manganèse et en diamant), constitue un bon exemple de ce processus. Entre 1983 et 1998, le secteur minier ghanéen a attiré plus de 6 milliards de dollars américains, mais ceci a eu très peu d'effets sur le reste de l'économie ghanéenne ; les avantages fiscaux consentis aux compagnies étrangères ne laissent qu'une faible partie de la rente minière au gouvernement et aux programmes de développement. Par contre, la libéralisation a eu des conséquences importantes en matière de dégradation de l'environnement et d'inégalités sociales. Le cas du Ghana peut s'élargir aux autres pays producteurs africains. La répartition très inégale de la rente minière favorise l'économie informelle et la corruption.

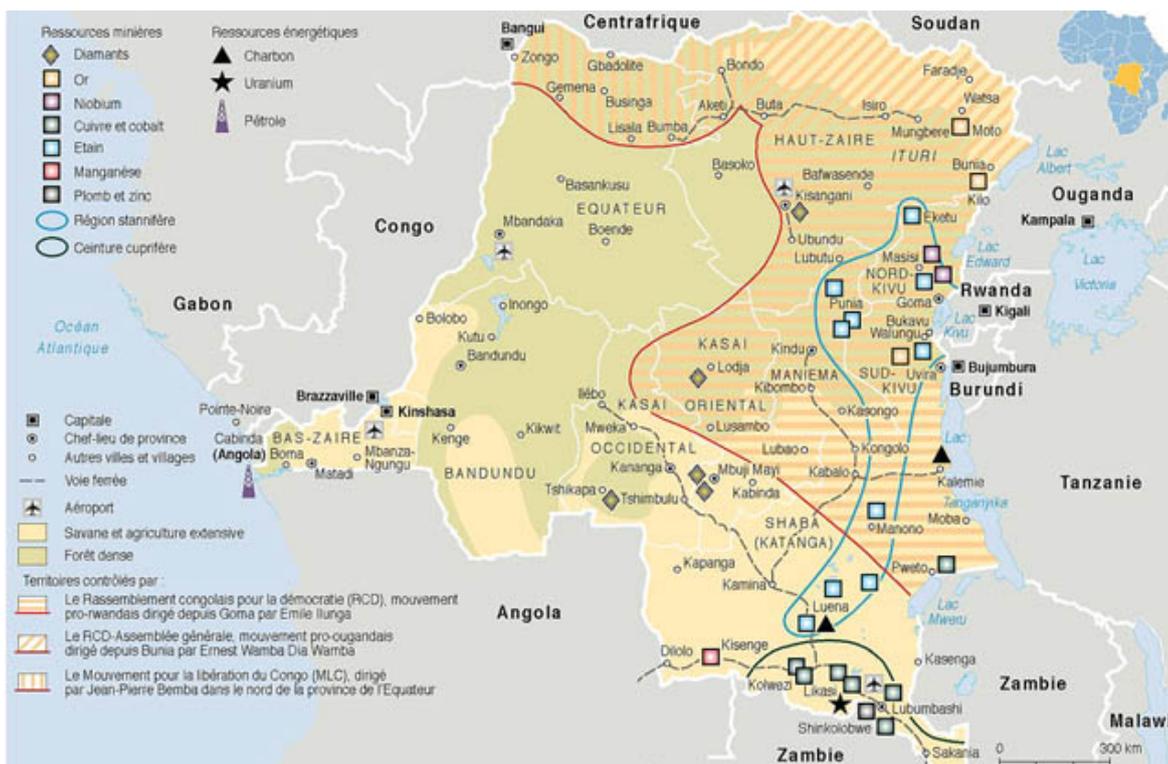
III. La menace à la sécurité des Etats producteurs

La richesse minière en Afrique est très liée aux guerres civiles africaines. Le financement des conflits africains est souvent assuré par les ventes de diamants, d'or, et (plus récemment) de coltan. Les cas d'Angola et de la RDC sont parmi les plus spectaculaires, mais le contrôle des mines a également joué un rôle capital dans les guerres civiles au Libéria et en Sierra Leone. La **RDC** est extrêmement riche en ressources minières (coltan, diamants, or, manganèse, zinc, cuivre...), pillées depuis longtemps par la classe dirigeante. Pendant le conflit de 1998 une véritable économie de guerre s'est mise en place ; les Congolais (militaires et civils) et les étrangers se sont livrés à l'exploitation illégale des ressources, alimentant et prolongeant ainsi la guerre. Malgré l'embargo de l'ONU sur les armes, ces pratiques continuent à financer le trafic d'armes en RDC. En **Angola**, la vente de « **diamants du sang** » a été le moyen privilégié - pour le gouvernement comme pour l'UNITA - de financer la guerre civile. De la même façon, les ressources diamantaires de l'**Afrique de l'Ouest** ont fait l'objet de pillages, de contrebande et de trafic. Pendant les guerres civiles au Libéria et en Sierra Leone, les attaques contre la Guinée étaient largement motivées par le désir de contrôler les mines de diamants frontalières. Le **processus de Kimberley** a été établi en 2000 à l'initiative des pays producteurs de diamants afin de lutter contre le commerce de « diamants du sang » et envisage un système de certification facilitant la détermination de l'origine des diamants. Pourtant, cet effort s'avère insuffisant.

Un secteur minier convoité, par Philippe Rekacewicz, Le Monde Diplomatique, mai 2000



Les richesses convoitées de la RDC, Philippe Rekacewicz, Le Monde Diplomatique, janvier 2000



III. DIVERS

L'implantation militaire américaine en Afrique - avril 2005

Le changement des objectifs américains implique une refonte de la carte de leurs implantations militaires.

Les Etats-Unis affichent une forte tradition d'implantation militaire aux quatre coins du globe... sauf en Afrique. Ignorée jusqu'ici, l'Afrique devient un continent d'enjeux pour les Américains ; bientôt ils y disposeront peut-être d'autant de bases qu'en Europe (*US European Command* à Stuttgart, une base pour l'OTAN à Reykjavik, bases aériennes en Italie, en Bosnie), qu'au Moyen-Orient (*Army Central Command* en Arabie Saoudite, bases au Koweït) ou que dans le Pacifique (nombreuses bases aux Philippines, au Japon et en Corée, ainsi qu'en Amérique Centrale). Mais aujourd'hui les enjeux sont ailleurs ; la Guerre Froide étant finie, l'obligation de protéger l'Europe occidentale et la peur que les effets de la théorie des dominos ne s'étendent à l'Asie entière ont disparu et ces zones ont été reléguées au rang de moindres priorités... surtout en comparaison de l'Afrique et du Moyen-Orient, foyers du terrorisme islamique international et régions riches en ressources. Les grandes bases en Allemagne ou en Corée du Sud sont progressivement démantelées ou abandonnées ; elles sont « déplacées » ou « remplacées » par les nouvelles au Moyen-Orient, en Asie du Sud-Est, en Europe de l'Est et en Afrique. Les militaires américains prévoient aussi de restructurer leur commandement : actuellement, l'Afrique est divisée entre la commandement européen (Eucom) et le commandement central (Centcom). L'Eucom est responsable de la présence militaire américaine dans la plupart des pays en Afrique sub-saharienne alors que le Centcom est responsable de la majeure partie de l'Afrique du Nord.

L'Afrique accueillera les nouvelles bases flexibles. En Afrique, l'armée américaine (qui dispose déjà de Diego Garcia dans l'Océan Indien) se concentre désormais sur l'Ouganda (Afrique orientale et région des Grands Lacs), Djibouti (Corne de l'Afrique, Mer Rouge, zone de passage Afrique-Moyen Orient), le Sénégal (Afrique occidentale) et Sao Tomé et Príncipe (Golfe de Guinée) où des « bases de passage » (*jumping off points*) flexibles et réduites sont ou vont être construits. Ce concept se caractérise de la manière suivante : peu de troupes sont stationnées en permanence mais elles disposent de l'infrastructure pour lancer des opérations régionales majeures. A terme elles doivent couvrir les zones où les intérêts américains sont en jeu, au plan de la sécurité (instabilité potentielle, sources de terrorisme) et des ressources essentielles (pétrole, gaz).

La corne de l'Afrique et le contrôle des foyers de terrorisme. A l'Est les Américains utilisent déjà le port de d'Assab (Erythrée) et de Mombassa (Kenya). En Ouganda, une base existe déjà à Entebbe, ville dont l'aéroport est partiellement contrôlé par les troupes américaines ; le Président ougandais Yoweri Museveni est un allié indéfectible des Etats-Unis depuis sa prise de pouvoir en 1986 et en a largement bénéficié pour conserver le pouvoir. A Djibouti, les Américains prennent peu à peu le poids qu'occupe traditionnellement la France. Leur base récemment créée (juin 2002) a déjà eu des effets économiques très appréciables pour un des pays les plus pauvres du monde, ce qui contribue à l'apaisement de l'antiaméricanisme dans la région. Soucieux de surveiller les flux humains entre la Corne de l'Afrique et le Sud-Est de la péninsule arabe et de connaître les transports maritimes de pétrole, les Etats-Unis profitent de la position stratégique de Djibouti pour faire notamment du renseignement ; pro-occidental, stabilisé, cet Etat ne se trouve en effet qu'à 50 kilomètres au sud-ouest de Yémen. Or il pourrait s'avérer

le point de retranchement idéal alors que la présence militaire américaine dans les Etats du Golfe est incessamment remise en question.

L’Afrique occidentale : apaiser une région et préparer l’exploitation massive des ressources locales. Au Sénégal il se dit que le président Abdoulaye Wade aurait désormais opté pour une alliance militaire majeure avec les Américains plutôt qu’avec les Français ; certains observateurs (http://www.ufctogo.com/actu/communiquet_cp_1_080703.htm) déduisent cela du fait que le Pentagone a obtenu du gouvernement sénégalais plusieurs concessions sur l’utilisation de l’aéroport de Dakar au cours d’opérations de prévention et de maintien de la paix, au Libéria notamment. Dans une zone très pétrolière, il ne serait pas étonnant que les Etats-Unis cherchent bientôt à obtenir plus que des faveurs dans la région et essayent de s’implanter sur la durée car l’exploitation des ressources de la région demeure encore relativement « neuve ». Le même modèle de base pourrait émerger au Ghana, au Mali ou au Sierra Leone. Plus au Sud, la zone du golfe de Guinée est au cœur des nouvelles attentions américaines. Huit pays se situent entre le Nigeria et l’Angola : outre les deux poids lourds du continent noir en terme de production pétrolière, le Cameroun, la Guinée Equatoriale, Sao Tomé et Príncipe, le Gabon, le Congo-Brazzaville. D’où un certain intérêt pour chacun de ces pays : mais le Gabon dispose déjà d’une base militaire française et serait *de facto* exclu (d’une implantation mais pas de l’intérêt américain), l’Angola est mal situé, la RDC et le Congo-Brazzaville n’offrent pas tous les avantages, surtout parce qu’ils ne sont pas des modèles de stabilité... Mais Sao Tomé est sur le point de devenir la prochaine base américaine en Afrique (<http://quickstart.clari.net/voa/art/ab/2004-11-12-voa42.html>) ; toujours sujet à la rivalité entre le Nigeria et l’Angola, l’archipel gagnera en stabilité une fois les Américains arrivés. Ceux-ci pourront alors superviser les recherches de pétrole dans le golfe de Guinée et l’exploitation déjà existante dans l’Afrique sub-saharienne. Soucieux de sa sécurité, le président camerounais Biya pourrait s’inquiéter de l’instabilité politique régionale et favoriser une intensification de la coopération militaire entre les Etats-Unis et son pays, ce qui lui assurerait un calme au moindre coût. De plus, recevoir les Américains pourrait être monnayé avec une aide économique et financière de la part du FMI. Enfin en affichant des liens étroits avec l’administration américaine, Biya “couperait l’herbe sous le pied” à la minorité anglophone qui clame sans cesse depuis des années ses velléités d’autonomie, voire d’indépendance, et s’affranchirait clairement de Paris.

L’Afrique du Nord : encore peu d’implantation malgré des efforts. Enfin qu’en est-il de l’Afrique du Nord ? Même si l’Union Européenne reste très proche des pays du Maghreb, les Américains ont développé des coopérations militaires et de renseignements avec le Maroc et l’Egypte (qui laisse la marine américaine emprunter ses ports de Suez et Hurgada). Les Marocains seraient même prêts à accueillir une base. Il reste toutefois aux Etats-Unis à améliorer leurs relations amorcées avec les Algériens et les Tunisiens, la Libye demeurant peu fréquentable même si elle a récemment regagné une place dans la communauté internationale. **Les lieux intéressants de près les Américains.** Plusieurs traités, pactes et ententes militaires signés avec des gouvernements africains (<http://www.state.gov/s/1/38294.htm>) complètent l’implantation et indiquent les futurs intérêts américains sur le continent, là où ils viendront toujours plus défier l’influence des anciennes puissances coloniales européennes : Gabon, Mauritanie, Guinée Conakry, Rwanda, (<http://www.afrol.com/articles/14269>).

La lutte antiterroriste des Etats-Unis en Afrique - avril 2005

La menace terroriste en Afrique. Les Etats-Unis, avant le 11 septembre 2001, avaient déjà souffert du terrorisme en Afrique. En 1998, des attentats simultanés contre les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et Dar Es Salaam (Tanzanie) avaient entraîné la mort de plus de 200 personnes. Deux ans plus tard, l'attaque maritime lancée contre le porte-avions USS Cole avait tué 17 soldats américains. Enfin, en novembre 2002, des attaques à Mombassa (Soudan) contre des intérêts américains ont provoqué une vive inquiétude chez l'Administration Bush. Une cellule terroriste prévoyait même d'attaquer l'ambassade américaine de Bamako (Mali) en 2002. Conscients de la menace, les Etats-Unis entamèrent des programmes de prévention. Car alors qu'ils sont chassés de leurs zones traditionnelles (Afghanistan notamment) les terroristes trouvent en Afrique une terre très hospitalière. Ils peuvent s'y implanter car les contrôles frontaliers sont limités (faible sécurité aéroportuaire, corruption, faillite de l'administration). Les quatre coins de l'Afrique sont devenus des terres d'enjeux dans la guerre contre le terrorisme. L'Afrique du Nord sert de lieux de retranchement ou de transit pour les terroristes en direction de l'Europe. L'Afrique occidentale a subi une montée de l'islamisme fondamentaliste salafiste, le plus souvent dans des zones rurales, au Nord-Nigeria par exemple. L'Afrique orientale abrite toujours des cellules très actives d'Al-Qaida. Enfin l'Afrique plus australe demeure méconnue par les observateurs mais a connu des poussées de tension dues au fondamentalisme religieux, au Lesotho entre autres.

Djibouti comme base de la lutte antiterroriste américaine dans la Corne de l'Afrique. Dans la corne de l'Afrique, il existe des groupes terroristes qui se connaissent et s'organisent très bien entre eux au point que le commandement américain s'interroge sur leur appartenance à un réseau mondial. Par exemple, bien que la Somalie ne soit pas une cible très intéressante pour des terroristes, la vacance de pouvoir fort en a fait un champ d'action facile pour eux ; le Soudan, autrefois soutien financier du terrorisme international, a fait des efforts, pour coopérer avec les Américains ; mais ces actions sont paralysées par la guerre civile. La montée des inquiétudes en 2002 a mené à la création en octobre de la même année du CJTF-HOA (Combined Joint Task Force-Horn of Africa) à Djibouti. Ce regroupement a pour mission de lutter contre le terrorisme en Ethiopie, Erythrée, Soudan, Kenya, Somalie et Yémen et de protéger les côtes de la Mer Rouge, du Golfe d'Aden, et de l'Océan Indien. Entre 1400 et 1600 membres du personnel civil et militaire américain y sont affectés en permanence. Au sein des troupes américaines stationnées sur la base de Djibouti, certaines unités sont affectées à la promotion de la lutte antiterroriste et travaillent avec les civils locaux afin de rendre plus populaire leur action. Ils ont aussi aidé le Yémen à améliorer le travail de ses gardes-côtes afin de rendre plus difficiles les flux illégaux de populations et d'armes dont se nourrit le terrorisme local. Sur le plan diplomatique, le Département d'Etat a lancé en 2003 un programme pour compléter le CJTF-HOA nommé l'Initiative Est-Africaine contre le terrorisme. Le programme, dont les coûts sont estimés à environ 100 millions de dollars par an, inclut des entraînements militaires pour les gardes-côtes et les gardes-frontières. Il prévoit aussi d'aider au contrôle de l'immigration, à la sécurité aérienne ainsi qu'à la surveillance des flux financiers, des programmes scolaires. Tous ces programmes viennent en complément de l'ACOTA, comme dans le reste de l'Afrique..

La promotion de la coopération antiterroriste régionale (initiative pan-sahélienne) par les Etats-Unis dans le Sahara. L'initiative pan-sahélienne (budget initial : 7 millions de dollars) s'est concentrée sur le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad. Est aussi évoquée une expansion du programme au Sénégal et d'autres pays de la région. Pour

cela le commandement européen (Eucom) a réclamé 125 Millions de dollars sur cinq ans. L'initiative transsaharienne contre le terrorisme (TSCTI), coûtant aujourd'hui près de 100 millions de dollars, vise à suivre les efforts entrepris par l'initiative Pan-Sahel : elle a permis l'entraînement et l'équipement d'une unité de réaction rapide, constituée de près de 150 soldats dans chacun des quatre Etats du Sahara. Travailler sur le long terme est essentiel dans cette région selon les officiels américains car il n'y existe pas de culture des frontières. Donc ils reconnaissent aussi l'insuffisance du déploiement humain pour surveiller la région, surtout que les Américains connaissent l'histoire du Sahel, terre de trafics et de routes d'échanges. L'endroit, ainsi que le Maghreb, peut aussi servir de refuge ou de base pour les terroristes qui vont passer par l'Europe avant de viser les Etats-Unis ou visent des cibles en Europe occidentale. L'Eucom fait aussi beaucoup de surveillance aérienne dans la région pour détecter les transports d'armes, notamment de la part du Groupe Salafiste pour le Prêche et le Combat (né en 1998), très dangereux groupe qui circule aisément entre les quatre pays... En avril 2004 les plus grands militaires de neuf pays du Sahel furent conviés à se rencontrer à Stuttgart par l'Eucom dont les quartiers généraux accueillirent le sommet. Les Américains furent étonnés que les armées de pays voisins se connaissent si mal ou aient aussi peu de moyen de communications en commun. Cela est toutefois compréhensible que des pays rivaux comme l'Algérie et le Maroc n'aient jamais été portés à coopérer. Malheureusement les groupes extrémistes de la région savent très bien se constituer en réseaux. Désormais les Américains envoient des forces d'opérations spéciales dans d'autres Etats d'Afrique de l'Ouest afin de former des soldats et de les équiper de camions pick-up, de radios et de systèmes GPS.

Nouvelles menaces et nouvelles réponses. Les rhétoriques fondamentalistes islamiques et anti-américaines sont en plein expansion dans l'Ouest et le Sud de l'Afrique en dépit des moyens déployés entre autres par les Américains, les Nigériens et les Sud-Africains. Au Burkina Faso ou au Nigeria, la menace fondamentaliste a contraint le gouvernement à faire appel aux Américains ; les gouvernements se méfient énormément des islamistes extrémistes pakistanais et saoudiens, qui viennent prêcher en Afrique occidentale et qui mobilisent des rebellions. Les ressources, comme le diamant au Sierra Leone, et les trafics (d'armes, d'êtres humains et de drogues) contribuent à la prospérité de ces groupes aux pratiques mafieuses. Au Sud du continent où les Américains n'ont encore rien entrepris en terme de lutte contre le terrorisme, l'Afrique du Sud fait des efforts pour assumer un rôle régional de meneur dans la lutte contre le terrorisme. Pendant ce temps les Africains eux-mêmes luttent ensemble contre le terrorisme. Le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Mali et le Soudan ont signé douze conventions internationales et autres protocoles liés au terrorisme ; l'Union Africaine a choisi Alger pour bâtir son centre autonome contre le terrorisme et plusieurs autres nations africaines ont créé leur propre centre. L'avantage pour les autorités est que la lutte antiterroriste ne requiert pas énormément de technologie, juste des forces de maintien de la paix qui soient bien entraînées et bien équipées pour communiquer et se défendre. Actuellement les budgets américains en faveur de ces équipements ne faiblissent pas malgré l'effort de guerre en Iraq ce qui pérennise les moyens des Etats africains de lutter eux-mêmes.

Opération Artemis en RDC (2003) –septembre 2005

I. Cadre général et objectifs

L'opération *Artemis* a été déclenchée en juin 2003 afin de répondre à une situation d'urgence dans la ville de Bunia, capitale de la région d'Ituri dans le nord-est de la République Démocratique du Congo (RDC). En dépit des avancées politiques au niveau national et de la présence de la Mission de l'ONU en RDC (MONUC) à Bunia, la région de l'Ituri était marquée par la persistance d'affrontements violents entre milices et par une situation humanitaire catastrophique. Le 30 mai 2003 le Conseil de Sécurité de l'ONU a autorisé (par l'adoption de la résolution 1484) le déploiement d'une force intérimaire d'urgence à Bunia. Quelques jours plus tard *Artemis* a été transformée en mission de maintien de la paix de l'UE (décision du Conseil européen du 12 juin 2003). La France, qui avait auparavant annoncé son intention de diriger une telle opération sous réserve d'un soutien multinational (surtout du Royaume-Uni et des Etats-Unis pour des raisons géopolitiques), a assumé le rôle de nation-cadre. *Artemis* représentait une 'triple première' : première opération de rétablissement de la paix de l'UE, première opération militaire de l'UE menée sans les moyens de l'OTAN et première opération 'hors zone'. Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies et en coopération étroite avec la MONUC, la force intérimaire d'urgence avait pour principaux objectifs de « contribuer à y stabiliser les conditions de sécurité [à Bunia] et à y améliorer la situation humanitaire, d'assurer la protection de l'aéroport et des personnes déplacées se trouvant dans les camps de Bunia et, si la situation l'exige, de contribuer à assurer la sécurité de la population civile et du personnel des Nations Unies et des organisations humanitaires dans la ville ». Le mandat était limité dans le temps et l'espace : la fin de la mission était fixée au plus tard au premier septembre 2003 (à cette date une MONUC renforcée a pris le relais de la force d'urgence) et la zone d'action était limitée à la ville et l'aéroport de Bunia.

II. Organisation du commandement, unités engagées et contrôle politique

En tant que nation-cadre, la France a assuré le commandement de l'opération (général Bruno Neveux) ainsi que le commandement des forces (général Jean-Paul Thonier). Le centre de commandement de l'opération, chargé de la planification stratégique, était situé à Paris et comprenait environ 80 officiers issus des trois armées, dont la majorité (environ 60 %) était française. Au niveau du théâtre, le centre de commandement des forces était situé à Entebbe (Ouganda) et il était composé d'une centaine de militaires de l'armée de terre et de l'air de diverses nationalités. Environ 1800 militaires venant de 9 pays différents ont été déployés: 1100 à Bunia, 650 à la base de soutien à vocation interarmées à l'aéroport d'Entebbe et 100 à Kampala. La France fournissait la majorité des troupes (environ 1700). La Suède était le deuxième pays contributeur en effectifs (70 effectifs à Bunia). Les contributions d'autres pays (Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Grèce et Royaume-Uni) allaient de la logistique et du soutien à la fourniture des moyens de transport aérien et d'une aide médicale.

Artemis s'est déroulée sous la direction politico-militaire des structures de l'UE, qui venaient d'être mises en place dans le cadre de la PESD. Ainsi, le Conseil de l'Union européenne a délégué le contrôle politique et la direction stratégique de l'opération, y compris les compétences pour modifier le plan d'opération, la chaîne de commandement et les règles d'engagement, au Comité politique et de Sécurité (COPS). Le Conseil, assisté par le Haut Représentant (Javier Solana), restait responsable de la prise de décision concernant les objectifs finaux de l'opération. Le Haut

Représentant était responsable d'entretenir les contacts avec l'ONU, les autorités de la RDC et des pays voisins ainsi qu'avec les autres participants au processus de paix. Le commandement de la force servait de point de contact avec les autorités locales et la MONUC. Le commandement de l'opération était surveillé par le Comité militaire de l'UE (CMUE), qui transmettait au COPS des rapports sur la conduite de l'opération. *Artemis* constitue un véritable cas d'école pour les procédures de la PESD. Le général Neveux, commandant de l'opération, est d'avis que « les structures politico-stratégiques ont été réactives et efficaces pendant toute la durée de l'opération ».

III. Bilan de l'opération Artemis

➤ **Les succès :** En termes d'accomplissement du mandat, l'opération *Artemis* peut être considérée comme un véritable succès. La force européenne a réussi à s'imposer sur le terrain et à stabiliser les conditions de sécurité à Bunia, en dépit de l'environnement hostile. Cette amélioration des conditions de sécurité a permis une relance de la vie économique, le retour dans la ville d'environ 50.000 personnes déplacées et la reprise et le renforcement de l'aide humanitaire. Par ailleurs, la coopération entre la force militaire et les organisations humanitaires a été louée ; dès le début de l'opération un officier de liaison civilo-militaire, qui a favorisé le dialogue et la coopération, était présent sur le terrain. Il faut également mentionner la rapidité du déploiement; environ 6 semaines après l'adoption de la résolution du CSNU toutes les forces militaires avaient été déployées. Enfin, le transfert des responsabilités d'*Artemis* à la MONUC II a été une réussite. ➤ **Les limites :** L'opération *Artemis* a mis en lumière les problèmes de capacités de l'UE en matière de transport stratégique, de technologies de communication de longue distance et de technologie de l'information. En plus, même si la majorité des troupes étaient française, la multinationalité de l'opération a causé des problèmes quant à la communication et à l'interopérabilité des doctrines tactiques. Néanmoins, selon le général Neveux, ces limites n'ont pas mis en péril la réussite de l'opération. Pourtant, si *Artemis* a rempli avec succès sa mission, cette opération essentiellement militaire et limitée dans l'espace et dans le temps, a montré d'autres limites, certaines d'entre elles inhérentes à son mandat. *Artemis* était une force de réaction rapide et n'avait pas pour but la stabilité dans une perspective de plus long terme. Les milices de l'UPC (le groupe ethnique lendu qui s'est opposé à l'opération) n'ont pas été neutralisées et une véritable démilitarisation n'a pas eu lieu. La violence et les massacres ont donc repris. De plus, *Artemis* n'a pas pu intervenir lors des actes violents à l'encontre des civils en dehors de la ville de Bunia. L'UE s'est rendu compte de la nécessité d'une gestion civile de la crise en RDC après l'opération militaire de courte durée et de la stabilisation de la situation au-delà de la zone d'action limitée. Elle a lancé un programme d'aide financière de 205 millions d'euros sur 5 ans le 2 septembre 2003, dont 34 millions étaient directement destinés à la région d'Ituri afin de soutenir l'administration intérimaire, des activités en matière de droits de l'homme et le rétablissement de l'Etat de droit. La mission la plus récente menée dans le cadre de la PESD est celle d'EUROPOL Kinshasa (lancée en janvier 2005) : une unité de police intégrée qui doit contribuer à assurer la protection des institutions étatiques et renforcer l'appareil de sécurité intérieure. (FARIA, « La gestion des crises en Afrique subsaharienne. Le rôle de l'UE », IES, 2004; LOISEL, « Les leçons d'*Artemis* : vers une approche européenne de la gestion militaire des crises ? », Les Champs de Mars n°16, 2004)

RECHERCHE DOCUMENTAIRE DU CEREMS

La stratégie militaire des Etats-Unis en Afrique

CEREMS – Mars-Avril 2005

Sur plusieurs plans les Etats-Unis s'investissent depuis quelques années sur le continent africain, où pourtant les anciennes puissances coloniales, telles que la France et le Royaume-Uni, sont toujours très actives et très ancrées. Il convient de s'interroger sur les raisons qui motivent cette évolution de la politique américaine envers l'Afrique. D'un point de vue militaire ensuite, ils ne disposent que de très peu de bases dans la région, en comparaison avec la zone Pacifique, la zone Europe ou la zone Amérique du Sud. Toutefois leur statut d'unique superpuissance leur confère le rôle de « gendarme mondial », ce qui implique le maintien de la paix en Afrique, mais aussi l'opportunité de profiter des ressources du continent, en particulier énergétiques dans le golfe. Enfin, l'après-11 septembre a eu pour conséquence de renforcer l'attention de l'administration américaine sur les zones à risques en Afrique, particulièrement là où des foyers du terrorisme international peuvent éclore. La tournée des pays africains effectuée par George W. Bush en juillet 2003 (ainsi que celle, peu de temps avant, de Donald Rumsfeld) a symbolisé les nouveaux égards que portent les Etats-Unis à l'Afrique.

Plan Documentaire : Etats-Unis et Afrique

- I. Les Relations générales Etats-Unis / Afrique
- II. Les Interventions militaires et la lutte antiterroriste américaines en Afrique
- III. Les Bases militaires américaines en Afrique
 - Projets d'implantation (Maroc, Cameroun, ...)
 - Base de Diego Garcia
 - Base de Sao Tomé
 - Base de Djibouti
 - Port de Mubassa
 - Port de Assab
 - Port de Hurghada
 - Port de Suez
- IV. Les Partenaires des Etats-Unis
 - Stratégies régionales
 - Angola
 - Nigeria
 - Côte d'Ivoire
 - Soudan
 - Gabon
 - République Démocratique du Congo
 - Afrique du Sud
 - Egypte
- V. Les Programmes américains de maintien de la paix
 - ACRI
 - ACOTA

Les Relations Etats-Unis / Afrique

<http://www.whitehouse.gov/infocus/africa/>

- Description par la Maison Blanche de la politique africaine des Etats-Unis dans son ensemble (économie, culture, diplomatie, défense, ...)

<http://www.fas.org/asmp/profiles/aid/fy2006/CBJAfrica.pdf>

- Document officiel, Demandes budgétaires pour l'Afrique en 2006.

<http://www.africaaction.org/desk/ips0101.htm>

- Article de Juin 2001 faisant état de craintes quant à la politique africaine de l'administration Bush.

<http://www.hartford-hwp.com/archives/45/index-dae.html>

- Site fournissant des liens sur tous les domaines de la politique africaine des Etats-Unis, sous Clinton puis sous Bush.

<http://www.commondreams.org/views05/0315-22.htm>

- « Militarization of U.S. Africa Policy: 2000 to 2005 », by William D. Hartung and Frida Berrigan, Publié le 15 mars 2005 par CommonDreams.org

<http://www.africaaction.org/docs03/mil0303.htm>

- Bilan des budgets militaires consacrés par les Etats-Unis à l'Afrique entre 2001 et 2003

<http://www.hartford-hwp.com/archives/45/233.html>

- Article dressant le bilan de la tournée (2003) de George W. Bush en Afrique : « Talking Points on President Bush's trip to Africa and on the Bush Administration's Africa Policy », d'Africa Action, 7 Juillet 2003

http://www.lesnouvelles.org/P10_magazine/16_analyse03/16136_USAfriguepetrole.html

- Stratégies de Sécurité des Etats-Unis liées au pétrole africain. par Robert Wiren, journaliste au quotidien éthiopien, Les Nouvelles d'Addis, 2003

<http://usinfo.state.gov/regional/af/usafr/frenchmn/frsked.htm>

- Programme pour la « Réunion ministérielle États-Unis-Afrique : Un partenariat pour le XXI^e siècle », 1999

<http://mondediplo.com/2004/07/07usinafrica>

- Article, « United States: the new scramble for Africa », July 2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/ABRAMOVICI/11376>

- Article, “Activisme militaire de Washington en Afrique”, Juillet 2004

[http://sanou.mbaye.free.fr/sm-Mise en coupe reglee de l afrique par les americains.htm](http://sanou.mbaye.free.fr/sm-Mise_en_coupe_reglee_de_l_afrique_par_les_americains.htm)

- Bilan de la Tournée de février 2004 du Président George W. Bush.

<http://www.worldpress.org/Africa/2050.cfm>

- Article (2003) sur les ressorts de la relation Amérique-Afrique et notamment les intérêts des Etats-Unis.

<http://www.afrik.com/article6349.html>

- Entretien (2003) sur les intérêts américains en Afrique, particulièrement au point de vue des énergies.

<http://www.counterpoint-online.org/cgi-bin/item.cgi?id=112>

- Article (2003) sur les intérêts américains dans la région orientale de l’Afrique dite de la Corne.

<http://www.african-geopolitics.org>

- Article : « Les relations américano-africaines changent de style », John Corry ; Géopolitique africaine (Paris, 2000), (2001, été/07) n°3, p. 241-248

Résumé : Lors de sa tournée en Afrique en mai 2001, le secrétaire d'Etat Colin Powell a montré le nouveau style du gouvernement américain en matière de politique extérieure : respectueux, franc, direct et qui garde à l'esprit les intérêts américains. Les thèmes du programme africain sont les mêmes que ceux de l'administration Clinton (sida, croissance, démocratisation), mais la façon de les gérer diffère.

- Article : « George W. Bush : une bonne surprise pour les Africains », Jean-Daniel Aba, Géopolitique africaine (Paris, 2000), (2004, été/automne) n°15/16, p. 85-94

Résumé : A la politique de Clinton envers l'Afrique, plus symbolique et plus lyrique a succédé la politique de Bush plus volontariste, plus sobre et plus pragmatique, orientée vers la mise en place de mécanismes de sécurité afin de tenir toujours plus compte des menaces transnationales. Le président Bush est décidé à aider les pays africains les plus menacés par le terrorisme, à les soutenir dans leurs efforts de démocratisation et à aider à développer le commerce avec le continent.

- Article : « De l'importance de l'Afrique pour les Etats-Unis » Zartman, Ira William, Géopolitique africaine (Paris, 2000), (2002, printemps/05) n°6, p.89-96

Résumé : Pour les Etats-Unis le continent africain ne représente pas une priorité, pourtant il y va de leur intérêt et de leur place sur la scène mondiale de lui accorder de l'importance. Les Etats-Unis doivent s'intéresser au respect des droits de l'homme en Afrique et briser le cercle vicieux de l'endettement de l'Afrique.

- Article : « La stratégie militaire des Etats-Unis en Afrique », Eric Bonnemaison, Défense nationale, (2001-01) 57e année:n°1, p.95-110

Résumé : La stratégie militaire américaine en Afrique noire sous l'administration Clinton avait pour seul objectif les intérêts économiques du pays, et reposait sur un engagement essentiellement bilatéral. Depuis la fin des années 90, une nouvelle doctrine est apparue avec l'African Crisis Response Initiative et le Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Il s'agit d'efforts de prévention et d'actions régionales mises en oeuvre par des acteurs locaux. Cette stratégie fondée sur la non-présence se complète d'une diplomatie active. Cet ensemble manque sérieusement de "vision" et de charisme.

Livre :

United States interests and policies in Africa : transition to a new era / de Karl P. Magyar ; Basingstoke : Macmillan ; New York : St Martin's Press, 2000 ; 193 p. ; 23 cm

Les interventions américaines et la lutte antiterroriste en Afrique

<http://www.hartford-hwp.com/archives/45/231.html>

- Article « Larger US Troop Presence in Africa », de Charles Cobb Jr., Washington, DC, 2 Mai 2003

http://www.dcu.ie/~cis/2004_3.pdf

- Synthèse, “Transforming Globalization and Security: Africa and America Post-9/11”, 2004

http://www.militaryconnections.com/news_story.cfm?textnewsid=878

- Article, “African Militaries Partnering with US to Combat Terror”, March 2004

<http://csmonitor.com/2004/0917/p06s01-woaf.html>

- Article, Description des opérations anti-terroristes américaines au Tchad, 17 septembre 2004.

<http://www.carlisle.army.mil/ssi/conf/briefs/2004stabilization.pdf>

- Rapport, “Stabilization and Post-Conflict Operations: The Role of the Military”, Novembre 2004

<http://www.ipoaonline.org/content/Whelantranscript.pdf>

- Discours de Theresa Whelan, Adjointe au Secrétaire délégué aux affaires africaines en décembre 2004 sur les interventions américaines en Afrique.

<http://usinfo.state.gov/fr/Archive/2005/Mar/25-569156.html?chanlid=fr>

- Article du site officiel du Département d'Etat américain sur la politique militaire des Etats-Unis dans la région de la corne de l'Afrique.

<http://www.african-geopolitics.org>

- Article : "Les Etats-Unis doivent être plus actifs pour le règlement des conflits", Cohen, Herman J. ; Conchiglia, Augusta ; Géopolitique africaine (Paris, 2000), (2002, hiver) n°5, p.37-47

Résumé : Les Etats-Unis n'ont pas changé de politique africaine depuis septembre 2001 : ils soutiennent le développement économique, la démocratie et essaient de régler les conflits (Congo, Afrique des grands lacs). Ils sont favorables à l'engagement africain de règlement des conflits. En revanche sous Clinton les Américains ont mené une politique manichéenne et certaines interventions ont plutôt aggravé la situation.

- Article : « Washington face aux conflits africains », Jean Daniel Aba, Géopolitique africaine (Paris, 2000), (2002, été-automne/10) n°7/8, p.169-188

Résumé : Une décennie après la fin de la guerre froide, la stratégie africaine des Etats-Unis connaît une nouvelle onde de choc : l'agression du 11 septembre 2001, qui entraîne certaines novations dans l'approche du Président George W. Bush. L'accent est désormais mis sur la lutte contre le terrorisme en Afrique, même si les fondements de la politique clintonienne sont toujours présents.

<http://tokyo.usembassy.gov/e/p/tp-20040908-10.html>

- U.S. Military Receives Education on Terrorism in Horn of Africa, By Jim Fisher-Thompson ; Washington File, Site Officiel Ambassades Américaines

http://www.janes.com/regional_news/africa_middle_east/news/jdw/jdw041001_1_n.shtml

- US to bolster counter-terrorism assistance to Africa, 01 October 2004, By Andrew Koch *JDW Bureau Chief*.

<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/10/20011029-2.html>

- U.S., Africa Strengthen Counter-Terrorism and Economic Ties ; Remarks by the President to the African Growth and Opportunity Forum ; Department of State, Washington, D.C. (Octobre 2001) : Site Maison Blanche

http://www.defenselink.mil/news/Jun2004/n06162004_200406163.html

- "U.S. Must Confront Terrorism in Africa, General Says" By Donna Miles, American Forces Press Service, WASHINGTON, June 16, 2004

<http://www.asahi-net.or.jp/~ee1s-ari/bomb.html>

- Recueil de Dépêches sur les attentats visant les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, 1998

<http://www.globalpolicy.org/empire/terrorwar/analysis/2004/0511training.htm>

- US Training African Forces to Uproot Terrorists ; By Craig S. Smith ; *New York Times*, 11 mai 2004

<http://www.voanews.com/english/2005-03-23-voa69.cfm>

- “US Forces Fight Terrorism in East Africa”, By Al Pessin, Washington, 23 March 2005

Articles et Livre :

- Article de Robert Espoti, « Du terrorisme international en Afrique, de ses manifestations, et de ses conséquences », Défense nationale (2004-01), 60e année : n°1, p.132-145

Résumé : C'est à travers le nouveau prise du terrorisme, fédérateur de toutes les énergies, que les Etats-Unis analysent la situation en Afrique. S'il est vrai que la pauvreté, l'insécurité, l'intégrisme musulman sont des ferments réels d'explosion terroriste, le continent noir ne constitue pour la communauté internationale, et plus spécialement les Etats-Unis, qu'un risque potentiel.

- Article de Jakkie Cilliers, « L'Afrique et le terrorisme », Afrique contemporaine, (2004, printemps) n°209, p.81-100

Résumé : Il existe en Afrique un terrorisme à dimension nationale qui est loin d'être récent. Ce phénomène s'explique par la pauvreté et le comportement politique "ordinaire" sur le continent. Cela ne va pas sans constituer un environnement favorable au terrorisme international : les moyens et les cibles sont bien présents.

- *L'Afrique face à l'islam : les enjeux africains de la lutte contre le terrorisme* / Jean-Paul Ngoupandé, Paris : Albin Michel, 2003 ; 295 p. ; 23 cm
- Lyman, Princeton N. ; Morrison, Stephen J. ; “The terrorist threat in Africa” ; Foreign Affairs (New York, N.Y.), (2004-01/02) vol.83 : n°1, p.75-86

Résumé : Les Etats-Unis se sont beaucoup concentrés sur la destruction d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est, mais ils ont négligé les menaces terroristes ailleurs sur le continent, telles l'extrémisme islamique au Nigeria et les mafias dans les pays d'Afrique de l'Ouest dans lesquels l'Etat est à la dérive. Cette indifférence risque d'être lourde de conséquences pour l'Afrique, mais aussi pour les Etats-Unis.

Les bases militaires américaines en Afrique

<http://www.afrol.com/articles/14269>

- “US expands military presence in Africa”, Africa News, Septembre 2004.

<http://www.somalilandforum.com/news/all/News%20File.htm>

- Page évoquant les bases militaires américaines dans la corne de l’Afrique et leurs missions locales.

http://www.stopthenato.org/m/zit/id_ses/1b0d7120/id_p/10/opt/read_e/id_s/512.html

- Article sur la tournée de Donald Rumsfeld dans la région de la Corne de l’Afrique pour conforter la présence militaire américaine dans la région (2003)

<http://www.grioo.com/info206.html>

- Le Cameroun, future base militaire américaine ?

<http://www.bladi.net/modules/news/article-2718-les-americains-cherchent-a-etablir-des-bases-militaires-au-maroc.html>

- Article, « Les Américains cherchent à établir des bases au Maroc ».

DIEGO GARCIA, Base située à mi-chemin entre l’Inde et l’Afrique.

Carte du Globe : <http://homepage.ntlworld.com/jksonc/docs/dgworld.html>

<http://www.globalsecurity.org/military/facility/diego-garcia.htm>

- Histoire de la Base Militaire de Diego Garcia.

<http://www.dg.navy.mil/>

- Site Officiel de la Base de Diego Garcia.

http://www.intnet.mu/iels/09sept02_dgarcia.htm

- Histoire de la base et Intérêts Américains dans la région.

Base de DJIBOUTI

<http://www.globalsecurity.org/military/facility/djibouti.htm>

- Histoire et Missions de la Base de Djibouti

<http://www.djiboutiweb.net/article-243.html>

- Article (2003) sur le boom économique à Djibouti suite à l'implantation d'une base militaire américaine en 2002.

<http://fr.allafrica.com/stories/200301270051.html>

- Article sur les bénéfices économiques pour la région de la création de la base de Djibouti.

http://www.rfi.fr/actufr/articles/055/article_29180.asp

- Article sur Djibouti, point de départ de la lutte anti-terroriste américaine en Afrique et lieu de rivalités entre militaires français et américains.

<http://www.afrol.com/articles/10789>

- Article, Djibouti turns into US long-term African base for intelligence operations.

Base de Sao Tomé et Principe

<http://www.tfq.ulaval.ca/axl/afrique/Sao-Tome-Principe.htm>

- Présentation de l'Archipel de Sao Tomé et Principe ainsi que de l'implantation militaire américaine.

<http://quickstart.clari.net/voa/art/ab/2004-11-12-voa42.html>

- Article exposant les raisons de l'intérêt américain pour Sao Tomé.

http://www.findarticles.com/p/articles/mi_go1654/is_200212/ai_n7307561

- Article (décembre 2002) présentant le refus initial des Etats-Unis de s'implanter à Sao Tomé.

Port de ASSAB (Erythrée)

Carte : <http://www.globalsecurity.org/military/facility/images/er-map.gif>

<http://www.globalsecurity.org/military/facility/assab.htm>

- Histoire, Objectifs et Effectifs de la présence américaine dans le port d'Assab.

<http://www.africaaction.org/docs98/ea9810a.htm>

- Le rôle du port d'Assab dans la guerre Erythrée-Ethiopie.

Port de Hurghada (Egypte)

<http://www.globalsecurity.org/military/facility/hurghada.htm>

- Histoire, Objectifs et Effectifs de la présence américaine dans le port d'Hurghada.

Port de Mombasa (Kenya)

<http://www.globalsecurity.org/military/facility/mombassa.htm>

- Histoire, Objectifs et Effectifs de la présence américaine dans le port de Mombassa.

http://www.afrol.com/News2003/ken001_som_terrorwar.htm

- Article revenant sur les attaques terroristes sur des cibles militaires américaines au Kenya en 2002.

Port de Suez

<http://www.globalsecurity.org/military/facility/port-suez.htm>

- Histoire, Objectifs et Effectifs de la présence américaine dans le port de Suez.

Les partenaires des Etats-Unis

<http://www.congodiplomatica.com/am.htm>

- Article, « Les Stratégies régionales américaines : révolution stratégique après le 11 septembre. Le cas de l’Afrique sub-saharienne », Juin 2003

<http://www.algeria-watch.de/fr/article/pol/us/ambitions.htm>

- Article, « Les Etats-Unis manifestent leurs ambitions pour la sous-région », Juillet 2004

<http://www.uspolicy.be/Article.asp?ID=674539C4-B9EE-4F7F-BF62-437751AACB23&L=FR>

- Article du site uspolicy.be intitulé : « L’Union africaine est essentielle à la paix et à la sécurité, dit M. Danforth » (2004-11-19) ; rappelle la position des Etats-Unis sur l’émergence de l’UA.

Angola

- Wright, George ; *The destruction of a nation : United States' policy towards Angola since 1945* ; 264 p. : carte ; 22 cm

<http://www.afrique-asie.com/archives/2003/162mars/162ang.htm>

- Article de la Revue Afrique-Asie, Mars 2003 : « Les Etats-Unis et l’Angola : des relations tumultueuses ».

Nigeria

- Shepard, Robert Bruce ; *Nigeria, Africa, and the United States : from Kennedy to Reagan* ; Bloomington, Ind. : Indiana University Press, 1991 ; 193 p. ; 24 cm

<http://usinfo.state.gov/regional/af/security/french/f2120202.htm>

- Article, Site Officiel du Département d’Etat Américain, « Les États-Unis aident à former des militaires nigériens : Interview de deux hauts responsables du ministère de la défense », Décembre 2002.

<http://hrw.org/backgrounder/africa/bush-africa2k3-5.htm>

- Article consacré aux relations Nigéria-Etats-Unis à l’occasion de la visite du Président Bush en mai 2003 dans le pays.

Côte d’Ivoire

<http://www.sozoala.com/CI/CI45-3.htm>

- Quand Gbagbo cherche à séduire l'Oncle Sam, Ernest Diasso, *Journal du jeudi*, Ougadougou, 2004.

Liberia

<http://www.uscrusade.com/forum/config.pl/noframes/read/1356>

- Site présentant un récapitulatif des liens de Charles Taylor, chef d'Etat du Liberia avec les Etats-Unis.

Soudan

<http://www.washingtoninformer.com/OPED18guesteditorial-2005Jan21.html>

- Article du Washington Informer, U.S. Foreign-Policy Shift: Sudan's Long March to Peace, 21 janvier 2005

<http://www.state.gov/p/af/rls/rm/31856.htm>

- Communiqué Officiel, United States Policy in Sudan, USAID Administrator Andrew Natsios; Special Advisor for Sudan Policy Michael Ranneberger, and USAID Assistant Administrator Roger Winter ; Washington, DC; 27 avril 2004

Gabon

<http://www.gabonflash.com/modules.php?name=News&file=article&sid=651>

- Article d'un journaliste indépendant gabonais décryptant les relations Bongo-Bush : Voyage d'Omar Bongo à Washington : Autopsie d'un double échec : 05 juin 2004

RDC

<http://www.digitalcongo.net/fullstory.php?id=48613>

- Article en ligne, « Rdc – Usa : redynamisation de la coopération militaire », 2005

Afrique du Sud

<http://www.southafrica-newyork.net/sapartners.htm>

- Site d'une ONG souhaitant développer les partenariats civils et militaires entre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis.

<http://nsarchive.chadwyck.com/saintro.htm>

- L'histoire des relations entre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis entre 1963 et 1989.

<http://www.african-geopolitics.org/show.aspx?ArticleId=3226>

- « Etats-Unis / Afrique du Sud : entre méfiance et solidité », Stephen Morrison, 2004.

http://www.kccall.com/News/2003/0711/Front_Page/042.html

- Article sur la rencontre Mbeki-Bush en 2003. Agence de Presse AP.

<http://hrw.org/backgrounder/africa/bush-africa2k3-2.htm>

- Article présentant l'état des lieux des relations Afrique du Sud – Etats-Unis avant la rencontre de 2003.

http://www.news24.com/News24/South_Africa/Bush_in_Africa/0,6119,2-7-1505_1384641,00.html

- Article présentant les conclusions de la rencontre Bush-Mbeki en 2003.

http://www.politinfo.com/articles/article_2005_02_23_5725.html

- Le Zimbabwe comme pomme de discorde entre les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Mars 2005.

<http://www.globalpolicy.org/socecon/develop/2003/0708bush.htm>

- Article, Tournée de Juillet 2003 du Président Bush en Afrique : l'article évoque les relations ambiguës entre Mbeki et l'administration américaine actuelle sur plusieurs sujets (sécurité régionale, SIDA, relations noirs-blancs en Afrique du Sud)
- DOSSIERS DE PRESSE de la Fondation nationale des sciences politiques (France) : Centre de documentation contemporaine : « Les relations politiques des Etats-Unis avec l'Afrique du Sud : dossier de presse » ; Paris : FNSP, 1976-, Etats-Unis 213/241

Egypte

- Article, "The United States and Egypt : how allied ? A debate" ; Middle East Quarterly ; (2000-12)vol.7:n°4, p.51-60

http://216.26.163.62/2004/me_egypt_12_23.html

- Article, "Congress: Egypt top arms-buyer from U.S." ; Décembre 2003.

http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=1423

- Article du Site de l'OMC sur la fameuse zone de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Égypte prévue de longue date.

<http://www.usembassy.it/pdf/other/IB93087.pdf>

- Document Officiel, Point complet sur les relations militaires, diplomatiques et économiques entre l'Égypte et les USA.
- DOSSIERS DE PRESSE de la Fondation nationale des sciences politiques (France) : Centre de documentation contemporaine : « Les relations politiques des Etats-Unis avec l'Égypte : dossier de presse » ; Paris : FNSP, 1952-, Etats-Unis 213/51

Les Programmes Américains de Maintien de la Paix en Afrique

<http://www.stimson.org/fopo/pdf/Testimony-Holt-FINAL.pdf>

- Audition parlementaire, “Peacekeeping in Africa: Challenges and Opportunities”, October 2004

<http://www.csis.org/africa/resolveafrica.pdf>

- “Resolving Africa’s Crises: US Diplomacy and Support to Peace Operations”

<http://usinfo.state.gov/is/Archive/2004/Oct/13-833902.html>

- Article, “Lawmaker Says UN Peacekeeping in Africa Not Up to the Task”, Octobre 2004

<http://www.globalpolicy.org/security/peacekpg/general/2001/0711tra1.htm>

- “Brigade Level Peacekeeping Exercise Begins”, *All Africa*, par Charles Cobb, Jr, July 10, 2001

<http://www.africafocus.org/docs04/us0406a.php>

- “USA/Africa: Peacekeeping Repackaged”, *AfricaFocus Bulletin*, Juin 2004

<http://usinfo.state.gov/regional/af/security/french/f4101503.htm>

- Article, « Le programme ACOTA et le maintien de la paix en Afrique », Octobre 2004

<http://usinfo.state.gov/af/Archive/2004/Oct/14-232582.html>

- Article, “ACOTA Rated Highly During House Hearing on Peacekeeping in Africa”, Octobre 2004

<http://www.heritage.org/Research/Africa/loader.cfm?url=/commonspot/security/getfile.cfm&PageID=50807>

- Rapport, “A Military Assistance for Africa : A Better Solution”, October 2003

<http://www.prairienet.org/acas/military/usmilafrica.pdf>

- Rapport, “US Military Programs in Sub-Saharan Africa 2001-2003”, February 2003

<http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/apj/apj03/fal03/handy.html>

- “Africa Contingency Operations Training Assistance: Developing Training Partnerships for the Future of Africa”, Fall 2003

<http://www.irinnews.org/print.asp?ReportID=34272>

- Article, “US Support for Peacekeeping to Burundi”, May 2003

<http://usinfo.state.gov/regional/af/acri/>

- Rapport, US Dept. of State, African Crisis Response Initiative, October 2000

<http://usinfo.state.gov/francais/potus2003/f3071106.htm>

- US Dept. of State, “Le Botswana souhaite rejoindre l’ACOTA”, 2000

<http://usembassy.state.gov/ethiopia/www2202.html>

- US Dept. of State, “Africa Peace Efforts to Receive Expanded G8 Support”, 2004

<http://www.african-geopolitics.org>

- Entretien : "Les Etats-Unis doivent s'engager auprès des armées africaines", Westphal, Michael, Géopolitique africaine (Paris, 2000), (2002,été-automne/10) n°7/8, p.161-168

Résumé : Le sous-secrétaire américain à la défense pour les affaires africaines évoque les répercussions de l'engagement américain en Afghanistan sur la politique des Etats-Unis en Afrique, les risques terroristes de certains pays africains, l'opération "Secours ciblé", l'Initiative de réponse aux crises africaines (Acri) et de la lutte contre le sida en Afrique.

Article :

« L’IP3 : comparaison et avenir des concepts Recamp et ACRI ». Cahiers de Mars, n°174, 3^e semestre 2002.

SUJET d'ETUDE de COMITE : RECAMP

Auditeurs: Comité A

Date : le 17 janvier 2005

- **Officier analyste :** Colonel Christian HOUDET
- **Officiers clients :** Trinôme 6 (COL (A) Claude TAFANI – Comité C ; CV Jean-Pierre LABONNE – Comité B ; COL (T) Olivier PAULUS – Comité A)
- **Chercheurs :** Nicolas DORGERET, Colomban LEBAS
- **Sujet :** « Mise sur pied d'un RECAMP européen »

Le concept RECAMP initié, développé et piloté par la France depuis 1994 en direction des pays africains, sous l'égide de l'ONU et en accord avec l'Union africaine, a trouvé sa crédibilité depuis 1997 à travers la participation et le soutien à plusieurs opérations, hier en République Centrafricaine (MISAB) et en Guinée-Bissau (ECOMOG) et, encore récemment, en République démocratique du Congo (MONUC) et en République de Côte-d'Ivoire. Il a été révisé fin 2001 afin de pallier les lacunes observées depuis son lancement.

Depuis l'été 2004, l'engagement direct de l'Union européenne en République démocratique du Congo à travers l'Artémis a marqué d'une pierre blanche l'action politique européenne autonome dans le domaine de la défense et de la sécurité hors d'Europe et hors du cadre américain. Cette décision, qui relève d'une volonté affirmée pour l'Europe de jouer un « rôle premier » sur le plan international, notamment en Afrique, par l'emploi des capacités militaires reconnues et efficaces, insufflé une dynamique qui mérite d'être analysée.

Par conséquent, il paraît utile de s'interroger sur le rôle et la place que pourrait tenir, avec comme pilote le ministère de la défense et l'état-major des armées français, l'Union européenne, au titre de sa politique européenne de sécurité et de défense, dans la mise en œuvre et l'optimisation du concept RECAMP.



CHEM-CEREMS

*21 place Joffre, 75007 Paris - BP 63, 00445 Armées
téléphone : 01 44 42 53 11- télécopie : 01 44 42 34 07
Courriel : secretariat.cerems@wanadoo.fr*

Plan documentaire de recherche

Trinôme 6

« Mise sur pied d'un RECAMP européen »

I – Le concept « RECAMP »

1. Documents officiels
2. Communiqués officiels
3. Articles de presse

II – L'exercice RECAMP IV

III – RECAMP dans la PESD

IV – Les Politiques de Maintien de la Paix en Afrique

V – L'initiative américaine : de l'ACRI à l'ACOTA

VI – L'initiative britannique : BPST (British peace support team)

ANNEXE : Les ONG Humanitaires et les Opérations de Maintien de la Paix en Afrique

**« Mise sur pied d'un projet européen de
Renforcement des Capacités Africaines au Maintien de la Paix »**

I – Le concept « RECAMP »

1. Documents officiels

<http://www.recamp4.org/fr/index.php>

- Site officiel de RECAMP IV

<http://recamp5.org/index.php>

- Site officiel de RECAMP V

http://www.defense.gouv.fr/sites/ema/enjeux_defense/exercices_interarmees/recamp/recamp_1/allocution_du_vice-amiral_coldefy/

- Allocution d'ouverture par le Vice-amiral d'escadre Alain COLDEFY - Major général des armées

http://www.recamp4.org/telechargement/Concept_RECAMP.pdf

- Document « Le concept RECAMP »

<http://www.diplomatie.gouv.fr/actual/evenements/afrique/recamp.pdf>

- Présentation officielle du projet RECAMP, Document du Ministère des Affaires Etrangères

<http://www.college.interarmees.defense.gouv.fr/03pub/tribune/articles26/diaw.pdf>

- « Le concept RECAMP ou l'avènement d'une nouvelle géostratégie militaire internationale », Collège Interarmées de Défense, 2003

http://www.pdcmps.ca/partenaires-institut_region-recamp.html

- Site dédié aux actualités du programme Recamp, Liste des Partenaires (Ecoles formatrices en Afrique)

2. Communiqués officiels

<http://www.france.diplomatie.fr/actu/article.asp?ART=42757>

- Déclaration officielle du Porte-Parole du Quai d'Orsay à l'occasion d'une conférence jointe avec le Ministère de la Défense le 15 juin 2004.

http://www.elysee.fr/cgi-bin/auracom/aurweb/search/file?aur_file=discours/2001/FRAF0106.html

- Communiqué de l'Elysée, Jacques Chirac, 21^e sommet France-Afrique à Yaoundé (Cameroun), 2001 : Moyens de la France face aux Défis de la Mondialisation

http://www.un.int/france/frame_anglais/france_and_un/france_and_peacekeeping/field_pktraining_eng.htm

- Description par les Nations-Unies des programmes d'entraînement de RECAMP, mis à jour en 2005.

3. Réactions médiatiques et Articles d'experts

http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/dossier_international/maintien_paix/acteurs/afrique/recamp.shtml

- Dossier, « Programme RECAMP », La Documentation Française, Source : Ambassade du Bénin en France, 2004

<http://www.african-geopolitics.org/show.aspx?ArticleId=3715>

- “FRANCE’S NEW COMMITMENT IN FAVOR OF SECURITY IN AFRICA”, Article par Pierre Pascallon, 2004

<http://www.defensenews.com/story.php?F=633978&C=mideast>

- “African Joint Army Exercise To Expand in 2005”, Dépêche AGENCE FRANCE-PRESSE, ABUJA, 02/03/2005

<http://www.siyassa.org.eg/esiyassa/ahram/2001/7/1/STUD1.HTM>

- The International Politics Journal, 2000, “French Policy in Sub-Saharan Africa”, Dr. Iglal Raafat

<http://www.globalpolicy.org/security/peacekpg/region/france.htm>

- France Continues Peacekeeping Initiative for Africa, January 23, 2002

<http://www.globalpolicy.org/security/peacekpg/region/africafr.htm>

- France promotes Southern African Peacekeeping force, Global Policy, 2001

<http://www.iss.co.za/Pubs/Monographs/No50/Chap12.html>

- Efforts at Conflict Prevention and Resolution : The French Experience, *Rear-Admiral Herve Giraud*, 2000

http://www.african-geopolitics.org/home_french.htm

- Article « Le réengagement de la France en faveur de la sécurité en Afrique », P. Pascallon, Géopolitique Africaine, n°14, printemps 2004.

<http://www.irinnews.org/print.asp?ReportID=41330>

- Article « Major military exercise to boost ECOWAS forces », Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU, mai 2004.

http://www.rfi.fr/actufr/articles/060/edito_chro_32385.asp

- Edito de Radio France Internationale, « Recamp :concept-miracle ? », Décembre 2004

http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture/emissions/enjeux_inter/fiche.php?diffusion_id=26760

- Présentation et Bibliographie sur Recamp et Lien audio vers l'émission de Radio France sur le sujet (Invité Claude Wauthier) du 29 novembre 2004

<http://www.african-geopolitics.org/show.aspx?ArticleId=3361>

- RECAMP face à la privatisation des forces de paix et aux mercenaires en Afrique, Article de Alvin et Heidi Toffler dans African Geopolitics, 2001

<http://www.mil.be/vox/subject/index.asp?LAN=fr&ID=529&MENU=541&PAGE=3>

- 1^{ère} partie d'une série d'article sur RECAMP IV (plus précisément la participation des Belges au cycle se déroulant au Bénin).

http://www.iss.co.za/AF/RegOrg/unity_to_union/pdfs/eccas/ceeacprofil.pdf

- Portrait de la CEEAC, partenaire de RECAMP V pour le cycle 2005-2006 qui début à peine.

<http://www.nepad.org.ng/PDF/About%20Nepad/eccas.pdf>

- Portant de la CEEAC dans le cadre du NEPAD, description de ses activités déjà en cours dans le cadre de RECAMP

Articles :

- Gabriel de Bellescize, « Le maintien de la paix en Afrique : la France et le programme Recamp », Afrique contemporaine, (1999-07/09)n° 191, p.7-28
- Olivier de Cevins, « Pour que Recamp ne rime plus avec décampe », Défense nationale, (2003-03)59e année:n°3, p.80-90

II – L'Exercice « RECAMP IV »

http://www.defense.gouv.fr/sites/ema/enjeux_defense/exercices_interarmees/recamp/recamp_1/

- Informations sur le cycle RECAMP 2004 : ouverture du cycle politico-militaire au Ghana, Source : Ministère de la Défense

http://www.un.int/france/frame_francais/france_et_onu/france_et_maintien_de_la_paix/recamp.htm

- Informations sur RECAMP, Source : Nations-Unies.

<http://www.recamp4.org/fr/>

- Cycle RECAMP IV : Exercice Bénin 2004

<http://www.republicoftogo.com/fr/news/news.asp?rubID=1&sruID=66&themeID=1&newsID=8913>

- Point de vue africain, « France, CEDEAO, et Togo se félicitent de RECAMP IV », Décembre 2004.

<http://www.republicoftogo.com/fr/news/news.asp?rubID=1&sruID=8&themeID=1&newsID=9117>

- L'organisation africaine veut rejoindre Recamp - 2/2/2005

http://www.ambafrance-bj.org/rubrique.php?id_rubrique=94

- Présentation de l'opération RECAMP au Bénin

<http://www.gouv.bj/actualites/evenements10.php>

<http://www.gouv.bj/actualites/evenements7.php>

- Point de vue officiel du gouvernement béninois sur RECAMP IV au Bénin en 2004

http://www.lintelligent.com/gabarits/articleAFP_online.asp?art_cle=AFP04205recamruetca0

- Article, « RECAMP : L'Union Africaine veut passer du rôle d'observateur à celui d'acteur », Février 2005

http://www.monde-diplomatique.fr/2002/11/LEYMARIE/17052?var_recherche=RECAMP

- Article présentant la nouveauté que constitue RECAMP dans la doctrine militaire française, Le Monde Diplomatique, Novembre 2002

<http://www.afrique-express.com/homesafex/pagesaccueil/defensesecurite/244onsepreparecorne.htm>

- Article présentant les différents programmes de Maintien de la Paix dans la région de la Corne de l'Afrique, « Lutte anti-terroriste, On se prépare dans la Corne...? », 2002.

III – RECAMP et la PESD

http://www.assembly-weu.org/en/documents/sessions_ordinaires/rpt/2004/1880.html

- Dossier de l'Assemblée interparlementaire de l'Union de l'Europe Occidentale sur la PESD intitulé « The European Union and peacekeeping in Africa », 1^{er} décembre 2004.

http://www.assembly-weu.org/fr/documents/sessions_ordinaires/rpt/2004/1880.pdf

- Fiche sur l'Union de l'Europe Occidentale et le maintien de la paix en Afrique

http://www.stratisc.org/strat/strat_055_TENIERE-BU.html

- Fiche sur l'Union Européenne et l'Afrique, les relations générales.

http://www.objectifmag.be/publication/200412/recamp4_aubenin.xml

- Article résumant la participation belge à RECAMP IV au Bénin (2004).

<http://216.239.59.104/search?q=cache:oGkDAtyubukJ:www.defense.gouv.fr/das/etudes/etude/ueconflitafrique/etude.pdf+RECAMP+nouveaut%C3%A9&hl=fr&ie=UTF-8>

- Rapport de la Direction des Affaires Stratégiques du Ministère de la Défense, « L'horizon Européen de Recamp », Octobre 2003

IV – Les Politiques de Maintien de la Paix en Afrique

<http://www.iqhei.ulaval.ca/maintienpaix/afrique.html>

- Fiche sur le maintien de la paix en Afrique par les organisations internationales, les organisations africaines et les puissances non-africaines. Institut Québécois des Hautes Etudes Internationales. 2004

<http://www.unidir.org/pdf/articles/pdf-art130.pdf>

- Article sur le maintien de la paix en Afrique par les organisations internationales, les organisations africaines et les puissances non-africaines. UNIDIR. 2000

<http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/743249.stm>

- “Africa's peacekeeping problem”, BBC News, 2000

<http://www.iss.co.za/Pubs/ASR/12No1/CCilliers.html>

- PEACEKEEPING, AFRICA AND THE EMERGING GLOBAL SECURITY ARCHITECTURE, Jakkie Cilliers, Executive Director of the ISS, [Published in African Security Review Vol 12 No 1, 2003](#)

<http://www.g8.utoronto.ca/evaluations/2002interimcompliance/2002InterimCompReportConflict.pdf>

- 2002 Kananaskis Interim compliance report for conflict prevention: évaluation du suivi des engagements des membres du G8 lors du sommet de Kananaskis (Canada, 2002)

<http://www.stimson.org/fopo/pdf/EvaluatingG8CommitmentstoPeaceandSecurityinAfrica-Final.pdf>

- Article, “Making conflict prevention and resolution in Africa a top priority : G8 Africa action plan”, by Victoria K. Holt, Harry L. Stimson Center, 31 mars 2004.

<http://www.dt.tesoro.it/Aree-Docum/Relazioni-/G7-e-gli-a/G7/Documentaz/2002/Africa-Action-Plan.pdf>

- Document officiel, Plan d'action pour l'Afrique annoncé par le G8 au sommet de Kananaskis (Canada, 2002)

Articles :

- Gaulme François, « Intervenir en Afrique ? Le dilemme franco-britannique » *Les Notes de l'IFRI* n° 34, 2001 / 68 p. ; Paris; Institut français des relations internationales
- Dumoulin André, « La France et la sécurité en Afrique » ; *Problèmes politiques et sociaux* n° 825, 1999 / 80 p. ; La Documentation française
- « Maintien de la paix et maintien de l'ordre : les approches françaises et américaines à l'épreuve de la conflictualité africaine » ; *Champs de Mars* n° 13, 2003 / 192 p. ; Paris; Centre d'études en sciences sociales de la défense
- « Les conflits en Afrique », *Questions internationales* n° 5 2004 / 128 p. ; La Documentation française
- « Dossier Paix, sécurité, développement », *Afrique Contemporaine* n° 209 2004 / 246 p. ; Paris; Agence française de développement (AFD)
- « Dossier Afrique de l'Ouest. La France et le maintien de la paix. Crises politiques au Niger et en Guinée-Bissau. Mutations dans la vallée du Sénégal » ; *Afrique contemporaine* n° 191, 1999 / 128 p., La Documentation française

V. Africa Contingency Operations Training Assistance (ACOTA)

I. Stratégies régionales des Etats-Unis en Afrique:

<http://www.africaaction.org/docs03/mil0303.htm>

- Bilan des budgets militaires consacrés par les Etats-Unis à l’Afrique entre 2001 et 2003

http://www.lesnouvelles.org/P10_magazine/16_analyse03/16136_USAfriquepetrole.html

- Stratégies de Sécurité des Etats-Unis liées au pétrole africain. par Robert Wiren, journaliste au quotidien éthiopien, Les Nouvelles d’Addis, 2003

<http://usinfo.state.gov/regional/af/usafr/frenchmn/frsked.htm>

- Programme pour la « Réunion ministérielle États-Unis-Afrique : Un partenariat pour le XXI^e siècle », 1999

<http://www.stimson.org/fopo/pdf/Testimony-Holt-FINAL.pdf>

- Audition parlementaire, “Peacekeeping in Africa: Challenges and Opportunities”, October 2004

<http://www.csis.org/africa/resolveafrica.pdf>

- “Resolving Africa’s Crises: US Diplomacy and Support to Peace Operations”

<http://usinfo.state.gov/is/Archive/2004/Oct/13-833902.html>

- Article, “Lawmaker Says UN Peacekeeping in Africa Not Up to the Task”, Octobre 2004

<http://mondediplo.com/2004/07/07usinafrica>

- Article, “United States: the new scramble for Africa”, July 2004

<http://www.digitalcongo.net/fullstory.php?id=48613>

- Article en ligne, « Rdc – Usa : redynamisation de la coopération militaire », 2005

<http://www.algeria-watch.de/fr/article/pol/us/ambitions.htm>

- Article, « Les Etats-Unis manifestent leurs ambitions pour la sous-région », Juillet 2004

http://www.militaryconnections.com/news_story.cfm?textnewsid=878

- Article, “African Militaries Partnering with US to Combat Terror”, March 2004

<http://www.carlisle.army.mil/ssi/conf/briefs/2004stabilization.pdf>

- Rapport, “Stabilization and Post-Conflict Operations: The Role of the Military”, Novembre 2004

http://www.dcu.ie/~cis/2004_3.pdf

- Synthèse, “Transforming Globalization and Security: Africa and America Post-9/11”, 2004

<http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/ABRAMOVICI/11376>

- Article, “Activisme militaire de Washington en Afrique”, Juillet 2004

<http://www.congodiplomatica.com/am.htm>

- Article, « Les Stratégies régionales américaines : révolution stratégique après le 11 septembre. Le cas de l’Afrique sub-saharienne », Juin 2003

<http://usinfo.state.gov/regional/af/security/french/f2120202.htm>

- Article, Site Officiel du Département d'Etat Américain, « Les États-Unis aident à former des militaires nigériens : Interview de deux hauts responsables du ministère de la défense », Décembre 2002.

<http://www.globalpolicy.org/security/peacekpg/general/2001/0711tra1.htm>

- “Brigade Level Peacekeeping Exercise Begins”, *All Africa*, par Charles Cobb, Jr, July 10, 2001

<http://www.ipoaonline.org/content/Whelantranscript.pdf>

- Discours de Theresa Whelan, Adjointe au Secrétaire délégué aux affaires africaines en décembre 2004 sur les interventions américaines en Afrique.

<http://www.africafocus.org/docs04/us0406a.php>

- “USA/Africa: Peacekeeping Repackaged”, *AfricaFocus Bulletin*, Juin 2004

Article :

- « L'IP3 : comparaison et avenir des concepts Recamp et ACRI ». Cahiers de Mars, n°174, 3^e semestre 2002.

II. De l'ACRI à l'ACOTA :

<http://usinfo.state.gov/regional/af/security/french/f4101503.htm>

- Article, « Le programme ACOTA et le maintien de la paix en Afrique », Octobre 2004

<http://usinfo.state.gov/af/Archive/2004/Oct/14-232582.html>

- Article, “ACOTA Rated Highly During House Hearing on Peacekeeping in Africa”, Octobre 2004

<http://www.heritage.org/Research/Africa/loader.cfm?url=/commonspot/security/getfile.cfm&PageID=50807>

- Rapport, “A Military Assistance for Africa : A Better Solution”, October 2003

<http://www.prairienet.org/acas/military/usmilafrica.pdf>

- Rapport, “US Military Programs in Sub-Saharan Africa 2001-2003”, February 2003

<http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/apj/apj03/fal03/handy.html>

- “Africa Contingency Operations Training Assistance: Developing Training Partnerships for the Future of Africa”, Fall 2003

<http://www.irinnews.org/print.asp?ReportID=34272>

- Article, “US Support for Peacekeeping to Burundi”, May 2003

<http://usinfo.state.gov/regional/af/acri/>

- Rapport, US Dept. of State, African Crisis Response Initiative, October 2000

<http://usinfo.state.gov/francais/potus2003/f3071106.htm>

- US Dept. of State, “Le Botswana souhaite rejoindre l'ACOTA”, 2000

<http://usembassy.state.gov/ethiopia/www2202.html>

- US Dept. of State, “Africa Peace Efforts to Receive Expanded G8 Support”, 2004

VI – L’initiative britannique : BPST (British peace support team)

<http://www.fco.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMarket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1094236396086>

- Description Officielle des Missions des BPST

<http://www.fco.gov.uk/servlet/Front?pagename=OpenMarket/Xcelerate/ShowPage&c=Page&cid=1094236371951>

- Description des Opérations de Maintien de la Paix Africaines soutenues par le Royaume-Uni

<http://www.nationaudio.com/News/EastAfrican/06052002/Regional/Regional0.html>

- Point de vue d’un journal kenyan sur le BPST

http://www.iss.co.za/AF/RegOrg/unity_to_union/pdfs/au/ASFrepApr03.pdf

- Rapport de l’Union Africaine, comprenant un bilan de l’action du BPST

<http://www.timripley.co.uk/articles/british.pdf>

- Article sur les BPST en Irak

<http://www.dfid.gov.uk/pubs/files/africa-action-plan.pdf>

- Document présentant l’ensemble de la politique du gouvernement Blair envers l’Afrique

http://www.britainusa.com/sections/articles_show.asp?SarticleType=1&Article_ID=4808&i=113

- “Farewell to Fashoda: Franco-British cooperation in Africa”, *Foreign and Commonwealth Office*, 24 February 2004.

<HTTP://WWW.FCO.GOV.UK/SERVLET/Front?PAGENAME=OPENMARKET/XCELERATE/SHOWPAGE&C=PAGE&CID=1017756004455>

- Point de vue officiel britannique sur les Accords de St Malo.

<i>ANNEXE : Les ONG et les Opérations de Maintien de la Paix en Afrique</i>

[http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/66DDF7/\\$File/irrc_855_Rana.pdf](http://www.icrc.org/Web/eng/siteeng0.nsf/htmlall/66DDF7/$File/irrc_855_Rana.pdf)

- ➔ Point de Vue général sur la Vision des Militaires par les ONG : « Contemporary challenges in the civil-military relationship : Complementary or incompatibility ? », Raj Rana, Membre du Comité International de la Croix-Rouge, 2004.

<http://www.una-uk.org/UN&C/ngoandconflict.html>

- ➔ Document Officiel, « Non-Governmental Organisations and Conflict », Briefing sur les Conflits et les Organisations Non-Gouvernementales, 2004

<http://www.ploughshares.ca/CONTENT/MONITOR/mond98g.html>

- ➔ Rapport, Projet d'une ONG Canadienne PloughShares, « Civil-Military Cooperation : Lessons from Somalia, the former Yugoslavia, and Rwanda », Décembre 1998.

<http://www.jha.ac/articles/a118.htm>

- ➔ Article, « Humanitarianism with Borders ? : NGOs, Belligerent Military Forces and Humanitarian Action », Hugo Slim, Février 2003.

<http://www.ndu.edu/inss/books/books%20-%201996/Humanitarian%20and%20Peace%20Ops%20-%20Dec%2096/>

- ➔ Article, Point de Vue Américain sur les ONG et les Militaires dans le processus inter-agences aux Etats-Unis, 1997.

<http://www.ndu.edu/inss/books/Books%20-%201996/Humanitarian%20and%20Peace%20Ops%20-%20Dec%2096/ch3.html>

- ➔ Chapitre 3 de l'Article ci-dessus : détails des réussites dans le partenariat militaires-ONG aux Etats-Unis.

<http://www.ndu.edu/inss/books/Books%20-%201996/Humanitarian%20and%20Peace%20Ops%20-%20Dec%2096/ch4.html>

- ➔ Chapitre 4 de l'Article ci-dessus : détails des difficultés dans le partenariat militaires-ONG aux Etats-Unis.

<http://www.algerie-dz.com/article1525.html>

- ➔ Article, « La Problématique civilo-militaire exportée dans les opérations de paix », Février 2005.

<http://www.bmlv.gv.at/omz/ausgaben/artikel.php?id=285>

- ➔ Document Officiel, Ministère Allemand de la Défense, Consignes sur la collaboration militaires-ONG.
- ➔ *The limits of humanitarian intervention : genocide in Rwanda* / Alan J. Kuperman ; 23 cm ; Washington, D.C. : Brookings Institution Press, 2001
- ➔ *Military-civilian interactions : intervening in humanitarian crises*, Thomas George Weiss, Lanham, Md. : Rowman and Littlefield, 1999, 281 p., 23 cm
- ➔ « Les ONG et l'Afrique », Questions internationales, (2004-01/02) n°5, p.47-53, Entretien avec Sylvie Brunel et Rony Brauman sur leur engagement et le rôle des associations pour l'aide humanitaire en Afrique.
- ➔ “The road to military humanitarianism : how the human rights NGOs shaped a new humanitarian agenda”, David Chandler, Human Rights Quarterly, (2001-08) vol.23:n°3, p.678-700

Résumé : Durant la dernière décennie, le "nouvel humanitarisme" des organisations non-gouvernementales de défense des droits de l'homme a quitté le terrain de la neutralité de principe, qui caractérisait l'action humanitaire classique en direction des victimes des conflits, pour légitimer les

politiques de condamnation, sanctions et interventions armées de la communauté internationale, comme on a pu le voir au Kosovo en 1999.

→ “Collateral damage : humanitarian assistance as a cause of conflict”,
International Security ; (2003,Summer) vol.28:n°1, p.79-109

Résumé : L'action menée par les organisations d'assistance humanitaire qui viennent en aide aux populations réfugiées est rarement impartiale et peut même, lorsque sciemment ou non le secours est apporté à des militants se trouvant parmi les réfugiés, être détournée de son but et devenir une source de conflits. Même avec des intentions neutres, les effets de l'action humanitaire ont toujours des répercussions politiques et quelquefois militaires. Dans la mesure où certains facteurs politiques accroissent les risques de voir l'aide humanitaire aggraver un conflit, il est souhaitable que les organisations humanitaires distribuent leurs ressources de manière à influencer les différentes parties en cause de manière équitable et optent dans certains cas pour le retrait de leur aide, afin d'empêcher les dommages collatéraux.

→ Dossier « Afrique et l'action humanitaire », Revue internationale de la Croix-Rouge, (2003-12)vol.85:n°852, p.713-856 avec entre autres :

Harnisch, Christoph. « Le CICR en Afrique : contexte et défis » ;
Ewumbue-Monono, Churchill ; Von Flüe, Carlo. “Promotion of international humanitarian law through cooperation between the ICRC and the African Union” ; Palmieri, Daniel. «Le temps pour comprendre la violence de guerre : l'exemple de l'Afrique» ; Staub, Ervin. « Preventing violence and generating humane values : healing and reconciliation in Rwanda » ; Kioko, Ben. “The right of intervention under the African Union's Constitutive Act : from non-interference to non-intervention”

Enjeux pétroliers de l'Afrique – plan documentaire

Livre:

Cedric de Lestrang, Christophe-Alexandre Paillard et Pierre Zelenko, *Géopolitique du pétrole*, Editions TECHNIP, 2005.

Liens/ articles en ligne :

<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/conjonctures/089127.pdf>

- Article : Jean-Pierre Favennec et Philippe Copinschi « Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique » (juillet 2003)

http://www.rfi.fr/actufr/articles/058/article_31223.asp

<http://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/petrole>

<http://www.bp.com/multipleimagesection.do?categoryId=9003053&contentId=7005891>

- BP Statistical Review of Energy 2005

http://www.catholicrelief.org/get_involved/advocacy/policy_and_strategic_issues/oil_report_full_fr.pdf

- Rapport: « Le fond du baril. Boom pétrolier et pauvreté en Afrique », Catholic Relief Services, 2003

<http://www.iea.org/Textbase/subjectqueries/nmc/africa.asp>

- Base de données sur les ressources et les indicateurs énergétiques de l'Afrique

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/1990/africa1997.pdf>

- Etude IEA North Africa : Oil and Gas, 1997.

<http://www.worldenergy.org/wec-geis/publications/reports/afrique/geographie/geographie.asp>

- Article « Géographie énergétique de l'Afrique »

http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/papers/2003/african_energy.pdf

- Article IEA « Ensuring Africa's energy security », C. Mandil, 2003.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2003/01/SERVANT/9856>

- Article « Offensive sur l'or noir africain », J.-C. Servant, *Le Monde Diplomatique*, janvier 2003.

<http://www.wsws.org/articles/2004/nov2004/ango-n03.shtml>

- Article « Struggle to control Angola's oil », World Socialist Web Site.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/ABRAMOVICI/11376>

- Article « Activisme militaire de Washington en Afrique », P. Abramovici, *Le Monde Diplomatique*, juillet 2004 (article traitant de la politique de main-basse des Etats-Unis sur les marchés-clés de l'énergie africaine, et de l'absence de véritable contre-offensive de la part de la France, désormais fortement concurrencée sur ses propres zones d'influence).

http://www.lesnouvelles.org/P10_magazine/16_analyse03/16136_USAfriquepetrole.html

- Article « Le continent africain : deuxième source de pétrole et de gaz pour les Etats-Unis ».

<http://www.rfi.fr/fichiers/MFI/EconomieDeveloppement/304.asp>

- Article « Le pétrole africain : des réserves stratégiques », RFI, juillet 2001.

http://www.essentialaction.org/shell/Final_Report.pdf

- Rapport « Oil for nothing : multinational corporations, environmental destruction, death and impunity in the Nigeria Delta »

<http://www.globalissues.org/Geopolitics/Africa/Nigeria.asp>

- Article « Nigeria and Oil », A. Shap, *Conflicts in Africa*, 2000.